

INpreCOR

Numéro 308 du 4 au 17 mai 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB

ALBANIE : La longue marche

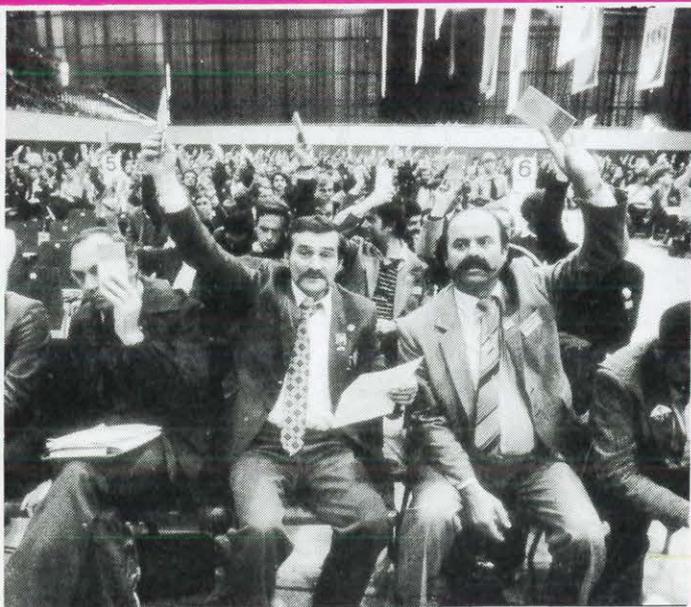
RDA
Le grand pardon

HONGRIE
Elections sans surprise

LITUANIE
Le Sajudis



SOLIDARITE : Et maintenant ?



EUROPE
Unification et
Acte unique

SOMMAIRE DU NUMERO 308
du 4 au 17 mai 1990

3

POLOGNE

Le grand écart de Solidarité
Cyril SMUGA

8

HONGRIE

Un vote contre le passé
Lazlo ANDERS

11

LITUANIE / URSS

Aux origines de Sajudis
LABOUR FOCUS ON EASTERN EUROPE

12

UNION SOVIETIQUE

Comités de grève en Ukraine
Zbigniew KOWALEWSKI

14

ALBANIE

La longue marche
Interview d'Edi H LHOMEI

19

RDA

Les habits neufs du SED
Manuel KELLNER

21

Unité... pour couvrir la Stasi
Michel THEVENAZ

24

EUROPE

Unification et Acte unique
Claude GABRIEL

26

PEROU

Le mauvais roman de Vargas Llosa
Hugo BLANCO

27

Nouvelles du Monde

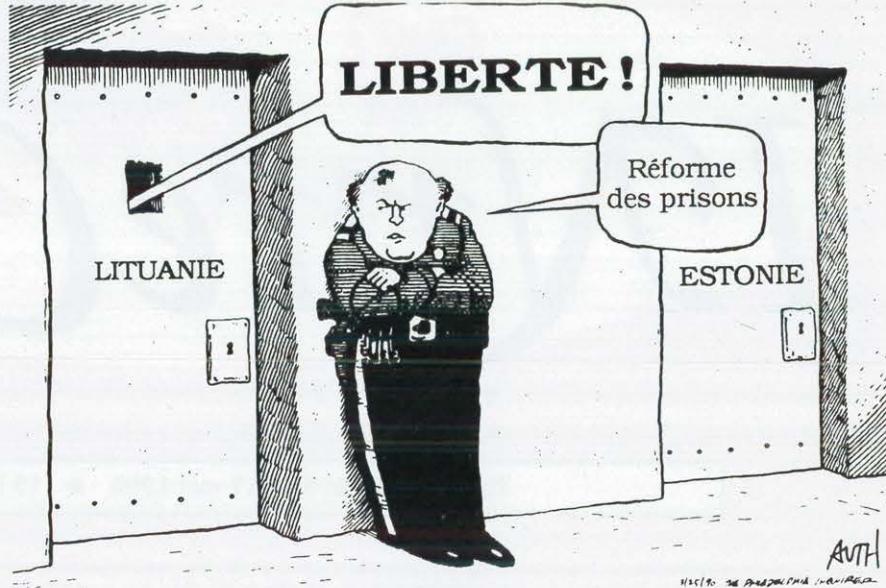
AFRIQUE DU SUD : Naissance du WOSA
IVe INTERNATIONALE : Souscription pour l'Est
URSS : Révélations sur le testament de Lénine
URSS : Menaces de grèves

28

SUISSE

En finir avec l'Etat-fouineur
Sophie MASSOURI

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.



Photos de Une : rue de la ville d'Ulora en Albanie ; premier congrès de Solidarité.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT

(24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Le grand écart de Solidarité

Lech Walesa a été triomphalement réélu avec plus de 78 % des voix à la tête de Solidarité lors du second congrès du syndicat, tenu à Gdansk du 19 au 25 avril, près de neuf ans après le premier congrès. C'est un Solidarité profondément transformé, et marqué par l'expérience traumatisante des années de répression au nom de la "défense du socialisme" par le régime dictatorial du général Jaruzelski, qui achève ainsi son processus de re-légalisation. D'abord, Solidarité ne compte plus que deux millions de membres, au lieu de près de dix millions en 1981. Ensuite, le programme adopté par le syndicat cette année n'a qu'une vague ressemblance avec le projet de "République autogérée" voté en automne 1981. Enfin et surtout, aujourd'hui le mouvement syndical polonais doit faire face non seulement à la résistance d'un pouvoir bureaucratique encore présent, mais surtout à une attaque sans précédent contre le niveau de vie et les acquis structurels de la société post-capitaliste, de la part d'un gouvernement qu'il a contribué à installer et au sein duquel le premier rôle est joué par quelques uns de ses plus prestigieux dirigeants et conseillers.



UN BREF RETOUR historique est indispensable, pour qui veut appréhender les éléments de la crise de Solidarité. « Solidarité a vaincu. Il a gagné la plus longue guerre dans la partie communiste de l'Europe. L'effondrement du système totalitaire en Pologne et le début de la construction d'un nouvel ordre démocratique constituent la mesure de son succès. Cette incroyable victoire a aussi eu son prix : le crépuscule de Solidarité » écrivait à la veille du second congrès l'hebdomadaire central de Solidarité. Il concluait par ces mots : « La nécessité d'une nouvelle autodétermination et du choix de sa propre voie politique, à laquelle sont confrontés tous les courants idéologiquement différenciés regroupés jusqu'aujourd'hui au sein d'un même mouvement anti-totalitaire, donne naissance à une sérieuse crise d'identité. Cette crise touche également le syndicat indépendant autogéré Solidarité. » (1)

Solidarité est directement issu de la coordination, en septembre 1980, à l'échelle nationale des comités de grève régionaux, eux-mêmes issus d'un processus similaire à l'échelle des villes ou des régions. Ainsi, il est devenu dès sa fondation l'organisation sociale hégémonique dans les entreprises — où, en général, il regroupait près de 90 % des salariés — et aussi à l'échelle de la société dans son ensemble, car tous les groupes socio-professionnels opprimés (et tous, à l'exception des sommets de la bureaucratie, avaient des raisons de se considérer

Cyril SMUGA

comme tels) voyaient en lui la seule force capable de créer un rapport de forces qui permette de concrétiser leurs aspirations.

La structure de Solidarité est profondément marquée par cette origine.

Un syndicat auto-organisé

Les commissions d'entreprise y jouissent d'une réelle autonomie envers les instances supérieures ; elles sont coordonnées horizontalement à l'échelle des régions, dont l'étendue est marquée par celle des coordinations des comités de

du lion des cotisations (80 %) et les régions à leur tour n'en versent qu'une faible partie au centre (5 %).

La grève d'août 1980 fut un exemple de démocratie ouvrière, en particulier dans la région de Gdansk où elle a duré 18 jours. Les travailleurs avaient obtenu que les négociations se déroulent dans l'enceinte du chantier naval de Gdansk, où siégeait le comité de grève inter-entreprises, elles furent entièrement publiques grâce à un système de diffusion par haut-parleurs dans l'ensemble du chantier. Les délégués de plusieurs centaines d'autres entreprises enregistraient l'ensemble de ces débats qui était rediffusé aux ouvriers sur d'autres lieux de travail. Ainsi, chaque gréviste avait la possibilité de contrôler ses représentants et d'intervenir pour modifier leur comportement lors des assemblés générales de comptes rendus des négociations. Le mécanisme démocratique ainsi éprouvé par l'issue victorieuse de la grève a été repris dans les règles de fonctionnement du syndicat. Lors du premier congrès national de Solidarité en septembre-octobre 1981, de larges comptes rendus étaient diffusés par télex à l'ensemble des régions et des grandes entreprises du pays où les militants syndicaux avaient la possibilité d'intervenir en retour pour influencer sur le comportement des délégués.

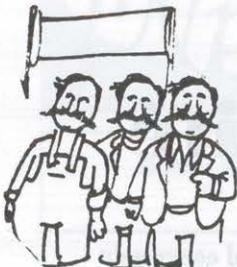
La naissance de Solidarité doit beaucoup à l'activité menée depuis 1976 par l'opposition polonaise — et, en particulier, par le courant de celle-ci regroupé



grèves apparus en août 1980 et non par les frontières administratives du pays.

La structuration de bas en haut de Solidarité se reflète dans la politique financière du syndicat : les commissions d'entreprise gardent à leur disposition la part

(1) Tygodnik Solidarnosc, n° 16 du 20 avril 1990, p. 3.



autour du Comité d'autodéfense sociale (ex-Comité de défense des ouvriers, KSS-KOR) — qui popularisa les formes d'auto-organisation et mena une agitation en faveur du mot d'ordre de syndicats libres ; ses militants jouèrent un rôle important durant la grève d'août 1980 à Gdansk. Les principaux dirigeants de l'opposition n'en devinrent pas pour autant (2) dirigeants du syndicat. Au contraire, la très grande majorité de ces derniers étaient des travailleurs du rang, sélectionnés au travers de la grève. Ils représentaient ainsi les préoccupations et le niveau de conscience de la grande majorité des travailleurs polonais. De ce fait, Solidarité fut durant la première période de son existence assez peu différencié, que ce soit sur le terrain idéologique ou sur celui des projets politiques.

Ce n'est qu'au cours des débats de son premier congrès, en septembre-octobre 1981, que les prémices d'un débat stratégique ont fait leur apparition — entre les défenseurs de la stratégie de révolution auto-limitée formulée par Jacek Kuron et ceux d'une lutte pour le pouvoir, issus à la fois de l'aile combative du mouvement pour l'autogestion et de courants qui renouaient avec les traditions politiques d'avant-guerre. Les divisions apparues autour de cette question n'ont cependant pas conduit à la cristallisation de tendances au sein de Solidarité avant sa défaite du 13 décembre 1981, sous les coups de boutoir de l'état de guerre.

Le cheminement tortueux de la conscience ouvrière

Le caractère largement spontané du développement de Solidarité en 1980-1981 permet ainsi d'observer l'évolution de la conscience de classe des travailleurs polonais, les obstacles qu'elle rencontre et les formes particulières qu'elle prend.

Dans les formations sociales issues de la dégénérescence de la révolution russe, le processus de la formation de la conscience de classe est marqué par certaines spécificités. D'une part, du fait de la centralisation des décisions politiques entre les mains d'une bureaucratie elle-même

hiérarchisée et centralisée à l'extrême, les luttes collectives des travailleurs sont porteuses d'une rapide dynamique d'affrontement avec l'appareil d'Etat et posent donc objectivement



la question du pouvoir à brève échéance. D'autre part, ces formations étant le résultat d'une défaite de la classe ouvrière dans sa première tentative historique d'entamer l'édification d'une société socialiste, l'appropriation par les travailleurs de l'horizon historique de leur lutte est particulièrement difficile.

De plus, du fait du parasitisme de la bureaucratie et de son manque d'insertion dans les rapports de production, l'affrontement dont elle est la cible est le fait non de la seule classe ouvrière, mais de la quasi-totalité de la société. Même si, comme ce fut le cas en Pologne en 1980-1981, cet affrontement est marqué par l'hégémonie des formes de lutte propres à la classe ouvrière (grève d'occupation), l'identité ouvrière a tendance à se dissoudre dans l'amalgame de l'opposition apparente entre la "société" dans son ensemble et le "pouvoir". D'autant plus que les décennies d'enfermement autarcique de ces pays ont totalement effacé de la mémoire collective l'opposition de classe qui marque le monde actuel, à savoir la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, ainsi que toute la tradition historique du mouvement ouvrier.

Enfin, ces régimes ont échoué dans la compétition historique avec le capitalisme développé dont l'enjeu était le développement des forces productives ; ils ont été incapables de « rattraper et dépasser l'Europe et l'Amérique ». Le caractère flagrant de cet échec, massivement identifié après des décennies de propagande bourgeoise et stalinienne qui traçait un signe d'égalité entre ces formations sociales et le socialisme, marque en retour le processus de la formation de la conscience de la classe ouvrière.

La bureaucratie n'est jamais parvenue à se doter d'une idéologie dominante qui lui soit propre, c'est-à-dire qui puisse justifier aux yeux des masses son pouvoir et ses privilèges. L'idéologie stalinienne était faite d'emprunts grossièrement falsifiés à la tradition socialiste, qu'elle rafistolait au fur et à mesure que la réalité perceait sous les falsifications par des emprunts de plus en plus tenaces aux idéologies autoritaires et élitistes classiques (c'était en particulier le cas lors de chaque révolte de masse — la Pologne en a connu quatre avant 1980).

Le caractère totalement illégitime de son pouvoir produisait de manière croissante le rejet du langage autojustificateur de la bureaucratie et contribuait à la réhabilitation et à l'idéalisation des idéologies

Jozef Piniór a parfaitement saisi ce processus : « Depuis sa naissance, Solidarité n'a pas été capable de dépasser la barrière du langage dans lequel il aurait

pu exprimer son message. En s'organisant contre la nomenklatura, en rejetant le système existant, les travailleurs ont rejeté en outre le vocabulaire de la gauche qui dans la conscience courante — dégradée par des années d'endoctrinement bureaucratique — était identifié à la novlangue du pouvoir. De cette manière, toute la tradition de gauche, socialiste, a été rendue responsable du stalinisme et le mouvement a rejeté le langage naturel grâce auquel il pouvait parvenir à sa propre conscience.

« Les dirigeants du syndicat, perplexes, ont été chercher leur inspiration dans les endroits qui échappaient au contrôle de l'Etat et du parti : à l'Eglise et chez l'intelligentsia libérale qui évoluait de plus en plus à droite et oubliait ses racines. Cela a produit une dissonance entre la pratique de Solidarité, les perspectives qu'il ouvrait pour toute la société et la conscience de ses dirigeants. Après l'instauration de l'état de guerre, ce processus s'est approfondi d'année en année à la suite de l'éloignement des dirigeants de leur insertion dans les entreprises, inévitable dans les conditions de la clandestinité, des déformations liées à une telle activité et de la dépendance envers la propagande de l'environnement capitaliste » (3).

Le prix de la défaite

La défaite de la classe ouvrière polonaise, consécutive à l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981, a signifié la liquidation de la plupart des conquêtes démocratiques d'août 1980 : la remise en cause de la liberté d'organisation, celle de la liberté de la presse (relative il est vrai, la censure n'ayant jamais été supprimée), celle du droit d'expression et de voyager.

Le recul a été aussi grave en matière de niveau de vie des masses et de législation sociale. Ainsi, à la suite des hausses de prix proclamées en janvier 1982 et régulièrement renouvelées par la suite, le salaire réel moyen a baissé de près de 30 %. On a assisté au démontage du système de sécurité sociale (en particulier au non-paiement des premiers jours d'arrêt maladie) et du Code du travail (la journée de huit heures a été, de fait, abolie à travers une loi sur la flexibi-



2) A l'exception d'Andrzej Gwiazda et de Bogdan Borusiewicz de Gdansk, de Karol Modzelewski de Wrocław et de quelques militants ouvriers liés à l'opposition de l'époque — tels Lech Walesa ou Anna Walentynowicz de Gdansk et Zbigniew Bujak de Varsovie — les opposants furent cantonnés dans des rôles d'experts ou des rôles techniques (journalistes et imprimeurs) dans Solidarité en 1980.

3) Nowa Lewica n° 6, novembre 1989.

Le projet économique de Solidarité en 1981

Le programme de Solidarité, adopté par son premier congrès déclarait : « Nous demandons l'introduction à tous les niveaux de gestion d'une réforme autogestionnaire et démocratique instaurant un nouvel ordre socio-économique qui liera le plan, l'autogestion et le marché. (...) »

« Il faut abolir le système de commandement-distribution de la gestion de la vie économique qui rend impossible une économie rationnelle. Dans ce système, un immense pouvoir est détenu par l'appareil du parti et la bureaucratie. La structure de l'organisation de l'économie qui sert ce système doit être détruite. (...) Il faut abolir la dépendance hiérarchique des directeurs d'entreprises envers les ministres et liquider les nominations fondées sur la nomenklatura du parti. La réforme ne sera réalisée qu'à condition d'être portée par un mouvement de masse des travailleurs. (...) Il faut une nouvelle structure d'organisation de l'économie. L'instance de base de l'économie devrait être l'entreprise sociale, gérée par le collectif des travailleurs représenté par le conseil ouvrier et dirigé au quotidien par un directeur nommé sur la base d'un concours par le conseil ouvrier et révoqué par lui. (...) Les barrières bureaucratiques qui empêchent le fonctionnement du marché doivent être abolies. Les organes centraux de l'administration économique ne peuvent imposer aux entreprises les régions et les sphères de leur activité, ni leur imposer des partenaires commerciaux. (...) »

« La réforme devra socialiser la planification. Le plan central doit refléter les aspirations de la société et être accepté par celle-ci. Cela implique la publicité des débats à son sujet. Il faut garantir la possibilité de présenter tous les plans sous formes de variantes, élaborés y compris à l'initiative sociale et civique. Cela nécessite un large accès aux informations économiques de qualité, et donc l'établissement du contrôle social sur l'Office central des statistiques. » ★

Traduit du supplément de Tygodnik Solidarnosc, n° 29 du 16 octobre 1981.
(Texte publié en français par l'Alternative — n° 14, janvier-février 1982)

masses adéquate à la nouvelle situation. Bogdan Borusewicz, un des membres de la direction clandestine provisoire (TKK) disait en novembre 1982 : « Les membres de la TKK avaient un dilemme — d'un côté, les attentes de la société, convaincue qu'il est possible de vaincre la junte, de l'autre, la conscience du prix à payer pour cette victoire ou pour une défaite. En l'absence d'une décision claire, les hésitations au sein de la TKK sur le choix des méthodes de lutte (grève générale ou activité à long terme), la peur de la responsabilité, etc., autant d'éléments qui ont permis au WRON (5) de casser la résistance et de remporter des victoires » (6).

Après l'échec de l'appel à la grève générale lancé par la TKK le 10 décembre 1982, la ligne de la résistance à long terme et de la recherche du terrain de compromis avec la bureaucratie a pris le dessus au sein des équipes dirigeantes de Solidarité. Ce choix a contribué à affaiblir les structures d'entreprise du syndicat, confrontées à une répression peu spectaculaire, mais très efficace (7).

La conviction de la majorité des dirigeants de Solidarité que seule l'introduction à une large échelle de la propriété privée des moyens de production peut permettre l'accroissement de la circulation des marchandises et, par là-même,

stimuler le décollage de la production (8) a sonné le glas du projet de "République autogérée" que le syndicat avait commencé à élaborer en 1981 (voir encadré ci-dessus). Dès septembre 1985, la direction provisoire clandestine de Solidarité rendait public un document intitulé *Les revendications économiques de la TKK* qui constituait une rupture fondamentale avec

les choix du premier congrès de Solidarité. La TKK y postulait l'introduction d'un marché de capitaux, la privatisation des entreprises et des garanties pour les investisseurs étrangers en Pologne. On pouvait y lire également que « notre syndicat n'est pas favorable au gel des prix » et que « les investissements devaient être soumis aux critères d'efficacité déterminés par le marché » (9).

Cette orientation économique représentait aussi l'aboutissement de l'évolu-



4) Voir *Inprecor* n° 170 du 2 avril 1984.

5) WRON : Conseil militaire de salut national qui prit le pouvoir le 13 décembre 1981.

6) Cité par M. Lopinski, M. Moskit et M. Wilk, *Konspira, rzecz o podziemnej Solidarnosci*, Paris 1984, p. 73.

7) Par exemple, dans la région de Basse-Silésie, Solidarité avait dû reconstruire totalement son réseau d'entreprises à quatre reprises en 1982 à la suite des arrestations et des licenciements des militants responsables et de leurs équipes...

8) Après s'être effondrée en 1978-1981, la production a connu une stagnation durant une décennie avant de recommencer à baisser depuis 1989.

9) *Tygodnik Mazowsze* n° 141, 1985.



lité du travail, et le nombre maximal autorisé des heures supplémentaires dans l'année a été doublé). Enfin, les prérogatives réelles des conseils d'autogestion ont été largement li-

mitées par le biais, notamment, de la militarisation d'un grand nombre d'entreprises.

Ainsi, les acquis sociaux immédiatement perceptibles, dont l'origine remontait au renversement du système capitaliste à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ont été, pour une large partie, liquidés au moment même où, sous la pression du mouvement ouvrier, en Europe capitaliste on assistait à leur stabilisation, voire même à leur élargissement (temps de travail, congés payés). Sur ce terrain aussi, les régimes bureaucratiques n'ont pas réussi à « rattraper et dépasser l'Europe » et ont été vaincus dans la compétition avec les régimes capitalistes les plus développés. Ces défaites ont eu un effet désastreux sur la conscience ouvrière en minant tout espoir de construction d'une société capable de concurrencer victorieusement le régime capitaliste.

Depuis 1982, la bureaucratie a tenté d'instiller les mécanismes de marché dans son système économique. Elle l'a fait à sa manière, c'est-à-dire dans le but d'accroître la part du produit social disponible pour ses besoins parasites et non pour développer la circulation des marchandises (4).

Baisse de l'activité syndicale

On a ainsi assisté à un paradoxe : le début de rupture avec le système de gestion centralisée de l'économie (qui constituait, sur le terrain de la production et des échanges, la forme la plus extrême de l'aventurisme stalinien) s'est accompagné non pas d'un élargissement, mais d'une réduction de la circulation des marchandises et d'une limitation des relations économiques entre l'économie rurale et l'industrie. Les théoriciens de Solidarité en ont tout naturellement conclu qu'il ne peut y avoir de rétablissement de relations marchandes sans rétablissement de la propriété privée des moyens de production. L'offensive idéologique néo-libérale trouvait ainsi sa pâture dans la pratique gestionnaire de la bureaucratie.

Cette évolution a été renforcée par la baisse d'activité syndicale dans les entreprises, après la répression consécutive au coup de décembre 1981, et l'incapacité de Solidarité à se doter d'une stratégie d'auto-organisation et d'auto-activité des

tion des positions de la majorité des dirigeants de Solidarité à une solution de compromis historique avec la bureaucratie, à froid ou, au plus, avec une mobilisation sociale limitée devant servir, au mieux, à créer les conditions d'un accord entre les dirigeants de l'opposition et ceux de la bureaucratie (10).

Victoire démocratique et défaite matérielle

Les grèves spontanées des travailleurs polonais au printemps et en été 1988, matérialisant l'émergence sur la scène sociale d'une nouvelle génération ouvrière qui n'était pas marquée par les défaites de ses aînés, ont ouvert une nouvelle situation politique dans le pays (11). Les dirigeants de Solidarité — et, en premier lieu, Lech Walesa lui-même — ont cependant réussi à s'assurer le contrôle de ces mouvements, parvenant à arrêter le mouvement de grève sans que les revendications des travailleurs soient satisfaites. Lech Walesa est alors apparu comme un interlocuteur recevable au yeux de la bureaucratie qui a accepté d'entamer des discussions sur les conditions de la rélegalisation de Solidarité, définitivement acquise à la table ronde d'avril 1989 (12).

Les dirigeants syndicaux ont alors consenti à l'introduction d'une clause limitant le droit de grève dans le statut du syndicat légalisé, l'organisation d'élections parlementaires garantissant au Parti ouvrier unifié polonais (POUP, PC polonais) et à ses alliés la majorité au sein de la future Diète, ainsi que la mise en œuvre d'une politique économique répondant aux souhaits du Fonds monétaire international (FMI). Ce compromis, censé garantir une transition contrôlée du mode de domination bureaucratique, a été bousculé par la dynamique de rejet des bureaucrates par les masses.

Lors des élections parlementaires, la bureaucratie a subi une défaite sans précédent, ne parvenant à faire élire qu'un seul de ses représentants — le sénateur Stoklosa, par ailleurs richissime entrepreneur privé — sur l'ensemble des sièges où il était prévu une concurrence avec des candidats indépendants. Cela a enrayé la belle mécanique de la transition contrôlée et a provoqué des divisions nouvelles au sein de la bureaucratie, diverses fractions de l'appareil cherchant à sauver les meubles par des accords directs avec la direction de Solidarité.

Parallèlement, les militants sortant de la clandestinité se sont emparés des libertés syndicales nouvellement acquises. Dans nombre de grandes entreprises, les sections de Solidarité, si elles ne sont pas parvenues à retrouver leur importance de 1981, ont néanmoins gagné l'hégémonie. Ainsi, le processus de reconstruction de Solidarité s'est fait de deux façons : par en haut, à l'initiative des dirigeants régionaux soutenus par Lech Walesa et la direction nationale du syndicat ; et par en bas, à l'initiative des militants sortant de la clandestinité qui reprenaient la tradition du syndicalisme auto-organisé de 1980-1981.

La nomination de Tadeusz Mazowiecki, intellectuel catholique réputé et rédacteur en chef de l'hebdomadaire de Solidarité, au poste de Premier ministre, en septembre 1989, a été perçue par les travailleurs comme leur victoire. Cela a permis au nouveau gouvernement de mettre en chantier une réforme économique qui répondait aux diktats du FMI, tout en engageant le démontage partiel du contrôle bureaucratique sur l'économie.

Pour les travailleurs, les premiers résultats de cette politique sont désastreux : la hausse des prix et le quasi-gel des salaires ont réduit leur pouvoir d'achat réel — de 35 % en janvier et de 25 % en mars 1990 — alors que la suppression des subventions à l'industrie, les limitations du crédit et la hausse générale des prix ont provoqué une grave récession — en mars 1990, la production industrielle était inférieure de 30% à celle de l'année précédente. Le chômage — phénomène inconnu depuis la dernière guerre — refait son apparition à un rythme soutenu ; dans plusieurs branches industrielles, il est question de fermetures d'usines. Enfin — bien que, pour le moment, ces projets n'aient pas encore été concrétisés — le gouvernement annonce une large vague de privatisations de l'économie, ce qui, dans le cadre de la législation polonaise actuelle, supposerait également la liquidation des formes d'autogestion dans ces entreprises. Cela survient alors que les conseils d'autogestion, qui ont joué un rôle largement formel durant les dernières huit années, recommencent à exercer une fonction d'organes de contrôle ouvrier.

Le projet de programme soumis au vote du second congrès de Solidarité reflète les contradictions qui minent le syndicalisme polonais et l'état des discus-

sions en son sein (13). Il est le fruit d'une situation où la classe ouvrière a déjà perdu, dans une large mesure, la capacité de contrôler la lutte menée pour abattre le pouvoir de la bureaucratie et la liquider en tant que caste privilégiée au sein de la société, tout en restant la seule force capable de créer le rapport de forces indispensable pour achever ce processus. C'est le résultat, donc, de la demi-victoire et de la demi-défaite que les travailleurs ont connu dans le cadre du compromis de la table ronde.

Les contradictions du congrès de Solidarité

Quelques extraits de ce projet permettent de saisir son caractère : « *Le syndicat prendra part à la transformation du système politique et économique de la Pologne, mais il mettra au premier plan [de son activité] la défense des intérêts et des droits des travailleurs. La transformation de l'économie provoquera des conflits inconnus jusque-là et leur éparpillement. En s'adaptant à cette situation, le syndicat misera sur le renforcement de l'activité des commissions d'entreprise, sur la liberté de créer des structures horizontales et sur la flexibilité des solutions organisationnelles à l'échelle de la région et du pays. Sans abandonner le droit de grève, le syndicat cherchera à régler les conflits par des négociations et une entente. Une telle méthode d'activité exige des militants formés, l'aide des experts et l'accès aux informations indispensables. En s'opposant à ce que le salarié soit réduit au rôle d'un outil passif, le syndicat se prononce pour le développement de diverses formes de démocratie des travailleurs. Il va donc s'efforcer d'obtenir le droit de participation des syndicats, dans le cadre de leurs prérogatives, à l'élaboration et à l'exercice du droit et à la prise des décisions économiques.* »

Comme on le voit, chaque proposition qui exprime, de fait, la soumission des travailleurs à un processus qui réduit leur rôle, au mieux, à celui d'une force d'appoint, est contrebalancée par la réaffirmation, conforme à la tradition et à la symbolique de Solidarité, de l'importance de la démocratie et du contrôle ouvrier.



10) On pourra se reporter pour suivre cette évolution aux articles de la rédaction d'*Inprekor* polonais reproduits dans *Inprekor* n° 200 du 8 juillet 1985 et n° 208 du 2 décembre 1985, ainsi qu'à l'article résumant les débats au sein de Solidarité paru dans *Inprekor* n° 249 du 7 septembre 1987.

11) Voir *Inprekor* n° 265, 270, 271 et 273 de 1988.

12) Voir *Inprekor* n° 283 du 6 mars 1989 et n° 287 du 1er mai 1989.

13) Nous ne disposons pas, au moment d'écrire cet article, du texte définitif du programme adopté par le second congrès de Solidarité. Les citations qui suivent sont donc extraites du projet de programme, publié dans *Tygodnik Solidarnosc* n° 13 du 30 mars 1990.

On retrouve la même logique lorsqu'il est question des transformations économiques que le syndicat soutient : « *L'économie polonaise doit être fondée sur les modèles qui ont fait leurs preuves dans les pays hautement développés et qui garantissent l'accroissement du niveau de vie de l'ensemble des citoyens. Le fardeau essentiel de la responsabilité pour la transformation du système économique repose sur le parlement et sur le gouvernement. Le syndicat soutiendra la transformation de l'économie, mais il veut juger son sens et influencer son déroulement, en restant en accord avec sa vocation de protection du travail et des travailleurs* »

« *La transformation de l'économie polonaise doit s'orienter vers une économie de marché qui lie la liberté d'accumuler le capital, la libre initiative économique et la liberté d'emploi dans les limites des lois avec les éléments d'intervention de l'Etat pour corriger les imperfections du mécanisme marchand. (...) Nous considérons que la transformation multidimensionnelle de la propriété de l'Etat en formes plus efficaces de propriété est une tâche essentielle. (...) La transformation des biens d'Etat devra être réalisée dans le respect des lois et du calcul économique, sous le contrôle des institutions de l'Etat, des organisations sociales et des représentants des travailleurs.* »



Oui au marché, mais...

Le projet est donc clair : même si le terme n'est pas employé, Solidarité se prononce pour l'instauration en Pologne du modèle économique capitaliste, à travers la privatisation d'une partie importante des entreprises étatisées. Mais, en même temps, le projet de programme prévoit que « *les travailleurs doivent avoir le droit d'influencer les décisions concernant l'organisation du travail, l'emploi du patrimoine de l'entreprise, les modifications de l'emploi de la main-d'œuvre et le choix des cadres dirigeants. Le syndicat appuiera les initiatives des travailleurs visant à développer la démocratie salariale dans les entreprises fondées sur diverses formes de propriété* ». Revenir à la propriété privée, tout en maintenant un contrôle ouvrier largement institutionnalisé sur l'économie, voilà qui tient de la gageure...

A chaque phrase, la réalité contradictoire de Solidarité apparaît : c'est un syndicat dont la direction s'est autonomisée durant des années et a passé un compromis aux frais de la classe ouvrière ; mais aussi une organisation ouvrière issue non

seulement d'une tradition d'auto-organisation mais reconstruite dans une large mesure sur la base de cette tradition, par en bas, par des militants ouvriers authentiques, bien que peu conscients de ce qui se trame dans leur dos. Le programme du syndicat est ainsi un compromis entre, d'une part, les exigences de la bourgeoisie mondiale et de ses institutions — FMI, Banque mondiale, Communauté économique européenne (CEE) en premier lieu — devant lesquelles la direction de Lech Walesa et le gouvernement formé à son initiative se plient et, d'autre part, les aspirations et les réflexes spontanés d'une couche de militants ouvriers issus de la tradition de la révolution antibureaucratique et de la résistance à la normalisation, nourris par le sourd mécontentement provoqué par les premiers effets de la politique du gouvernement Mazowiecki.

Cela d'autant plus que les conditions qui permettraient une bureaucratisation en profondeur de Solidarité, autour d'une couche d'aristocratie ouvrière exerçant les fonctions clé dans le syndicat, n'existent pas à cause du programme d'austérité. Le maintien de la structure très démocratique de Solidarité en témoigne, même si les meilleures formes démocratiques deviennent formelles en absence d'une réelle activité des masses, et donc des bases syndicales.

En l'absence d'un projet politique et économique alternatif à celui de la direction Walesa, ces contradictions n'ont pu être résolues au cours du congrès du syndicat. Les deux candidats qui se sont présentés face à Lech Walesa — Andrzej Slowik, dirigeant historique de la région de Lodz, qui s'opposa des années durant à Lech Walesa au nom de la défense de la démocratie syndicale, et Tomasz Wojcik, porte-parole de la minorité populiste et anti-communiste viscérale de Basse-Silésie, qui ont obtenu respectivement 9 et 4 % des voix — avaient beau mettre l'accent sur les insuffisances de l'action syndicale, ils n'en acceptaient pas moins le postulat de base de la politique gouvernementale : hors du modèle capitaliste, point de salut. Leur radicalisme ne pouvait donc qu'être perçu par les délégués comme une surenchère démagogique, quelles que puissent être leurs intentions par ailleurs. Cela d'autant plus que la bataille pour le pouvoir, que Solidarité a conscience de devoir encore mener contre la bureaucratie, constitue un enjeu de taille. Dans cette bataille — symbolisée aujourd'hui par l'aspiration à mettre dehors le général Jaruzelski et à le

remplacer au poste de président de la République — Lech Walesa apparaît comme le seul postulant sérieux. Le score fabuleux qu'il a obtenu à ce congrès en est le résultat.

Ne pouvant trouver d'issue politique, le mécontentement des travailleurs — symbolisé par le comportement des délégués durant les débats — risque pourtant de se tourner vers une radicalisation réactionnaire, confondant les conquêtes obtenues sous le règne de la nomenklatura avec des bastions du stalinisme à liquider.

Solidarité contre l'avortement

Le vote par le congrès (marqué, il est vrai, par un nombre très important d'abstentions) d'une motion revendiquant « *la protection de la vie dès sa conception* » — en clair, l'interdiction de l'avortement — en est un premier, et très dangereux, exemple. Introduisant ainsi une division sexuelle dans les rangs des travailleurs, Solidarité mine ses propres fondements.

Si ce vote devait être suivi de l'engagement militant du syndicat dans la campagne menée contre l'avortement par les forces les plus rétrogrades, dirigées en sous-main par la hiérarchie catholique, le syndicalisme polonais serait menacé de scission.

La recherche des voies permettant de liquider définitivement la résistance tenace de la bureaucratie éclipse ainsi l'enjeu réel du choix de société. Et le mécanisme de transition semi-démocratique issu du compromis de la table ronde, comme les succès apparents déjà obtenus dans cette voie, contribuent à séparer les questions de la stratégie de celles du projet de société dans la conscience des travailleurs. Issu d'un mouvement d'auto-organisation ouvrière et encore marqué par ses origines, Solidarité a du mal à se mouler dans le cadre de ce compromis.

Les victoires obtenues sur le terrain démocratique le retiennent dans cette voie, les défaites matérielles que les travailleurs subissent quotidiennement, du fait de l'application du plan du FMI, le poussent à la révolte. La crise d'identité du syndicat qui en résulte ne pourra être résolue que sur le terrain de la lutte pour la défense des droits et des acquis des travailleurs et au travers de l'expérience des attaques que leur livrera la bourgeoisie au travers des pressions sur le gouvernement polonais. ★

Un vote contre le passé

DEPUIS LE MILIEU des années 70, la Hongrie subit une crise économique qui ne cesse de s'aggraver, avec une dette extérieure très élevée. Durant les années 80, la crise croissante a sapé la légitimité — déjà fragile — que le système post-stalinien avait gagné dans les années 60 et 70 grâce à l'augmentation du niveau de vie des masses. De ce fait, la très petite opposition interne a assis sa position.

A travers des publications illégales et les manifestations traditionnelles du 15 mars (1), l'Opposition démocratique, qui regroupait des libéraux et des intellectuels liés à la révolution de 1956 (la plupart de gauche ou explicitement marxistes) est devenue de plus en plus populaire à Budapest. En septembre 1987, peu de temps après que le Premier ministre Karoly Grosz évoque pour la première fois publiquement les énormes problèmes économiques du pays, un autre groupe d'intellectuels très influencés par le nationalisme a fondé le Forum démocratique hongrois (MDF). Le MDF a bénéficié de la protection d'Imre Pozgay, dirigeant communiste réformateur qui essayait de mettre en pratique la glasnost de Gorbatchev et qui a joué le rôle d'un nouvel Imre Nagy en engageant le pays sur la voie de la démocratie pluraliste (2). En mars 1988, un autre groupe est apparu : une vingtaine d'étudiants en droit et en économie ont fondé la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), qui s'est ouvertement présentée comme une organisation politique dont le but était de créer une nouvelle Hongrie démocratique.

En mai 1988, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH — Parti communiste) est arrivé à la conclusion qu'il fallait remplacer la vieille direction paralysée. Le Congrès du parti a accepté l'introduction du concept d'"économie socialiste de marché" (les mécanismes du marché dans tous les domaines, mais avec un secteur d'Etat dominant) et du "pluralisme socialiste" (création d'une coordination large des organisations sociales en pleine expansion, mais sans apparition d'un autre parti politique que le PSOH). Mais les amis occidentaux de la Hongrie

Le 2 mai, le nouveau parlement de Hongrie se réunira pour la première fois. Presque la moitié des sièges sera occupée par des représentants du Forum démocratique hongrois (MDF), parti dit de centre-droit, créé il y a deux ans et demi, qui a remporté une victoire d'une ampleur inattendue au second tour des élections législatives, le 8 avril dernier.

Laszlo Anders, membre du groupe hongrois Gauche alternative, donne son opinion sur ces élections.

Laszlo ANDERS



ont proposé des avancées plus radicales vers une démocratie avec multipartisme à l'occidentale et vers une économie de marché totale. En novembre 1988, le secrétaire général du PSOH, Grosz, refusait la légalisation des partis politiques mais, en février 1989, la direction du PSOH comprenait qu'elle était obligée d'accepter le pluralisme. En mars 1989, avec l'aide de l'ambassadeur des Etats-Unis, Mark Palmer, les nouveaux partis formaient la table ronde de l'opposition (TRO) qui, en mai, commençait à négocier avec le PSOH. Heureusement, personne n'a demandé aux membres de cette table ronde qui ils représentaient.

A cette même époque, à cause de la confusion ambiante, les prétendues organisations sociales (syndicats, Conseil des femmes, organisation des jeunes, etc.) participaient à la table ronde nationale (TRN), regroupant la table ronde de l'opposition (TRO) et le pouvoir comme troi-

sième force. Les membres de la TRO tirèrent profit des funérailles d'Imre Nagy en juin 1989, avant de recevoir une visite d'encouragement de George Bush, en juillet. En septembre, les membres de la TRN signèrent un accord prévoyant une "transition pacifique" et qui établissait la fin du rôle dirigeant du parti et l'élection démocratique d'un parlement. Le 23 octobre, à l'occasion de l'anniversaire des manifestations de 1956, la Hongrie a été déclarée république. La majorité de la TRN accepta l'élection du leader du Parti socialiste ouvrier (nouveau nom du PSOH), Pozgay, comme président. Mais un groupe dirigé par l'Alliance des démocrates libres (SDS) recueillit 200 000 signatures et empêcha la tenue de l'élection.

Premières élections

Un référendum national décida alors de repousser l'élection présidentielle après les élections législatives, fixées au 25 mars 1990 (voir *Inprecor* n° 299 du 11 décembre 1989).

Le système électoral mis sur pied a mélangé de façon peu satisfaisante deux modes de scrutin (listes départementales et listes nationales), résultat d'un compromis politique. Le scrutin départemental favorise les petits partis, tandis que l'autre avantage les grandes formations. La majorité de la population a eu beaucoup de mal à comprendre ce système compliqué.

Les organisateurs des campagnes électorales des différents partis se sont rapidement rendu compte que les médias étaient la clef du succès, et une lutte acharnée pour le temps d'antenne à la télévision et à la radio s'en est suivie. En

1) Date anniversaire du soulèvement de 1848 contre la domination autrichienne.

2) Le 23 octobre 1956, après une vague de mobilisations en soutien aux grévistes de Poznan, en Pologne, Imre Nagy devint chef du gouvernement hongrois. Lorsque l'Union soviétique envoya ses troupes en Hongrie, Nagy proclama la neutralité du pays pour protester et créa, avec des dirigeants de l'insurrection, un nouveau parti communiste, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH). Après l'écrasement de l'insurrection par l'Armée soviétique, Imre Nagy a été pendu le 16 juillet 1958 à la suite d'un procès secret, sous le régime de Janos Kadar. Voir *Inprecor* n° 294 du 2 octobre 1989.

janvier et février, plus de cinquante partis ont présenté deux spots de cinq minutes aux heures de forte écoute à la télévision et à la radio. Le matraquage est devenu insupportable et beaucoup de gens se sont désintéressés des élections à cause de la multiplication des petits partis peu crédibles, mais aussi à cause de l'ensemble du processus électoral.

La campagne a été agressive et les arguments utilisés parfois malhonnêtes. Elle s'est déroulée dans une atmosphère d'anticommunisme violent. Le socialisme a été identifié aux régimes de Ceausescu et d'Honecker et à la police secrète, et présenté comme une impasse historique, une tragique erreur.

Sus aux communistes

Dès août 1989, Zsolt Nemeth, militant de la FIDESZ diplômé d'Oxford, déclarait devant la foule lors d'un meeting électoral à Zalaegerszeg qu'il fallait « *écraser les communistes* ». Le slogan de la FIDESZ était, à l'époque : « *Ecoutez votre cœur, votez pour nous !* » Mais, quelques semaines avant les élections, ce parti désireux de démanteler le système, et espérant obtenir une victoire importante, transforma son mot d'ordre en : « *Ecoutez votre cerveau, écrasez-les !* »

Mais, il devenait de plus en plus difficile d'identifier "les communistes". Fin octobre 1989, le Parti communiste a éclaté en deux organisations différentes, le PSH et le PSOH maintenu, et l'on trouve aussi d'anciens membres du PC dans presque tous les autres partis. Un autre dirigeant de la FIDESZ, Viktor Orban, a continué les attaques en prétendant que quatre partis communistes staliniens se présentaient aux élections : le PSOH, le PSH, la Coalition patriotique pour les élections (CPE) — qui est, en réalité, une alliance de différentes organisations sociales indépendantes des partis — et l'Union agraire, qui regroupe des représentants des coopératives agricoles qui veulent défendre leurs prospères affaires.

En janvier dernier, la bataille a fait rage à propos des journaux télévisés. La nouvelle direction de la télévision a mis à la porte l'équipe rédactionnelle, proche des libéraux pour la remplacer par des sympathisants du PSH. Les partis, surtout les nationalistes, donnèrent aux gens le sentiment d'être au XIXe siècle. Ils annoncèrent, par exemple, que les douze points revendiqués par les Hongrois lors de la révolution de 1848 — retrait des troupes étrangères, rattachement de la Transylvanie à la Hongrie, liberté de la presse, etc. — n'avaient pas été obtenus et

que, par conséquent, la nation était aujourd'hui confrontée aux mêmes problèmes qu'il y a 142 ans — démocratisation, indépendance nationale, et transition vers une société bourgeoise — sans tenir compte de la structure économique et sociale mondiale complètement différente. L'Union soviétique était assimilée dans leur discours à l'Empire des Habsbourg, Janos Kadar (dirigeant communiste de la Hongrie de 1956 à 1988) était comparé à l'homme qui réprima la révolution de 1848, le général Haynau, et les Jeunes démocrates avec les "Jeunes de mars" de 1848 (jeunes étudiants et écrivains révolutionnaires).

Pourtant, les gens ne se sont pas détournés de la situation économique qui continuait à se dégrader ; cette crise est devenue la principale accusation contre les partis de gauche. A la fin de l'an dernier, le gouvernement Nemeth a perdu le fil de sa propre identité et de ses objectifs. De plus, les décisions économiques aux conséquences désastreuses prises par Nemeth — son application des programmes du Fonds monétaire international (FMI) a provoqué une inflation rapide — et les scandales politiques ont porté atteinte à l'image du PSH (3).

Les développements politiques dans les autres pays d'Europe de l'Est ont renforcé la vague droitiste. Hormis le PSOH et l'Union agraire, tous les partis, y compris le PSH, sont aujourd'hui dominés par leur propre aile droite. La Hongrie est arrivée aux élections sans qu'un mouvement ouvrier significatif ne se manifeste. La gauche, relativement importante mais très faible politiquement, ne se faisait aucune illusion quant à ses perspectives électorales.

Les résultats du premier tour ont confirmé les sondages. Le MDF a obtenu presque 25 % des voix, le SDS plus de 20 %, le Parti des petits propriétaires un peu plus de 18 %, et la FIDESZ et le Parti chrétien-démocrate un peu moins de 18 %. La barre des 4 % (minimum requis par la loi pour qu'un parti siège au parlement) a surtout défavorisé le PSOH, la Coalition patriotique pour les élections (CPE) et le Parti social-démocrate hongrois. Ce dernier a été sévèrement battu, malgré un appui massif des partis sociaux-démocrates occidentaux. Le vote direct pour des candidats au premier tour a montré qu'aucun parti ne jouissait d'une confiance absolue. Seulement cinq candidats ont eu plus de 50 % des suffrages, dont le Premier ministre Miklos Nemeth, qui se présentait comme indépendant.

Ces élections ont confirmé également ce qui était prévisible : seule une petite minorité de gens était prête à voter pour des candidats se réclamant de la gauche. La propagande des partis de droite a surtout suggéré que ses hommes étaient les héritiers directs des révolutionnaires de 1848. S'ils gagnaient les élections, promettaient ces politiciens, la Hongrie atteindrait le niveau économique de l'Autriche en sept ans. Les Hongrois n'ont pas voté pour un programme mais contre le passé, contre ce qu'ils croyaient être le communisme et le socialisme.

Pendant, le second tour a tranché les choses par la victoire du Forum démocratique hongrois (MDF). A cette occasion, les électeurs devaient choisir entre le MDF et l'Alliance des démocrates libres (SDS), même si leurs préférences allaient ailleurs. Voilà pourquoi beaucoup de gens sont restés chez eux le 8 avril et que le taux de participation n'a été que de 50 %, contre 65 % au premier tour. Mais, une fois encore, les gens ont voté "contre" quelque chose et la majorité a choisi le MDF.

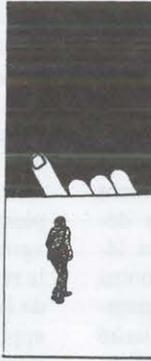
Refus des extrêmes

Pourquoi un tel choix ? Les Hongrois n'ont pas rejeté le SDS parce qu'il n'aurait pas suffisamment mis l'accent sur la question nationale ou qu'il n'aurait pas rejeté le programme du FMI, mais parce qu'ils étaient las du radicalisme et des vociférations et que le MDF semblait plus modéré, malgré la présence de certains éléments antisémites et jusqu'aboutistes dans ses rangs. En fait, les candidats les plus virulents des différents partis ont tous été battus.

Lors de sa première session, le parlement demandera à Jozsef Antall, président du MDF, de former un gouvernement de coalition sur une base proportionnelle.

Antall, un historien de 58 ans, est le fils d'un dirigeant du Parti des petits propriétaires. A cause de son rôle actif lors de l'insurrection de 1956, il a dû quitter l'enseignement et a travaillé dans une bibliothèque universitaire, dont il est devenu directeur voici quelques années. Il participe aux activités du MDF depuis sa création. Ils est moins connu que les écrivains et les autres personnalités du parti et personne ne s'attendait à son élection à la

3) En janvier dernier, le SDS et la FIDESZ présentèrent à la presse les résultats d'une enquête qu'ils avaient effectuée sur les activités illégales des services de sécurité où il était démontré que ceux-ci avaient posé des écoutes chez les principaux opposants et suivaient tous leurs faits et gestes. A la suite de cette affaire qui causa un grand émoi, Jozsef Horvath, le chef de la sécurité d'Etat dut présenter sa démission.



présidence. Mais l'autre dirigeant du MDF, Zoltan Biro, était trop lié à l'ex-président Pozsgay et, comme les socialistes et les communistes étaient de plus en plus isolés, l'ascension d'Antall fut rapide.

L'été dernier, le MDF était beaucoup plus populaire que le reste de l'opposition et l'on s'attendait à ce qu'il remporte la majorité absolue aux élections. Il a joué le rôle d'un parti "fourre-tout", comme celui des Petits propriétaires en 1945 (4). Cependant, ses rapports ambigus avec les anciens communistes ont provoqué une baisse notable de sa popularité à la fin de l'année 1989. Cependant, aucun autre parti n'a pu gagner une même assise et le MDF a rétabli sa popularité.

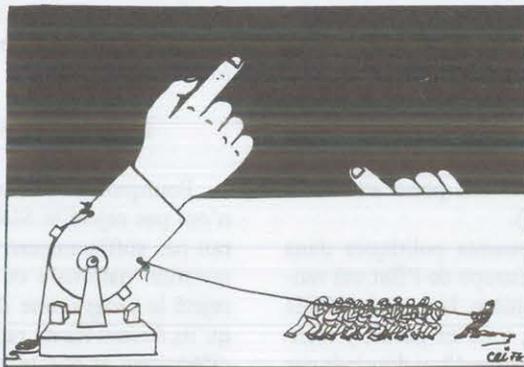
Les experts économiques du MDF ont toujours critiqué le programme de gouvernement de Nemeth, qui a provoqué à la fois inflation et chômage. Le programme du SDS est quasiment le même que celui du PSH, c'est aussi une version

locale du programme de stabilisation du FMI. En fait, cette polarisation trouve son origine dans les structures corporatistes héritées de la période Kadar, lorsque la lutte entre l'appareil financier et monétaire et celui de la planification exprimait la tension entre plan et marché. Les experts du MDF viennent pour la plupart de l'appareil de la planification, tandis que les équipes du PSH et du SDS sont issues du milieu des anciennes autorités financières et monétaires.

Outre la critique des dégâts économiques — privatisations sauvages et inflation galopante —, le MDF a également organisé des "marchés MDF" pour détruire le monopole de la "mafia des légumes" : les légumes y coûtaient moins cher qu'ailleurs. Ce projet a fait augmenter de manière significative la popularité du MDF, tout comme ses dons réguliers de nourriture, de livres et de médicaments aux Hongrois de Transylvanie, en Roumanie.

Selon Antall, le succès de son parti s'explique par le fait qu'il représente la synthèse des idées chrétiennes, nationales, démocratiques et sociales. Au sein du MDF, dit-il, ces valeurs se renforceraient mutuellement au lieu de s'annuler. Il utilise également le terme d'"unité d'intérêts", issu du programme du dirigeant nationaliste et réformateur Lajos Kossuth

dans les années 1840 (5). Actuellement, cette "unité d'intérêts" doit être comprise comme le regroupement des producteurs privés — des entrepreneurs qui ont besoin du marché et de l'expansion de la consommation intérieure, ce qui implique des salaires élevés et une baisse de l'inflation. Ce projet peut sembler très séduisant, mais Antall lui-même ne semble pas très sûr de son succès. Interrogé sur la possibilité d'une coalition avec le SDS, il a rejeté cette idée avec l'argument suivant : en cas de désastre économique, il est préférable qu'un seul des grands partis soit emporté par la tempête. Il ne pourrait plus clairement reconnaître qu'il y a de grandes chances pour que le programme économique du MDF échoue. Antall promet un niveau vie équivalent, dans dix ans, à celui de l'Europe occidentale et l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE) dans cinq ans. Mais de tels projets nécessitent une croissance économique substantielle, qui



est impossible à cause du déficit de la balance commerciale, de la politique du FMI et des pressions économiques qu'exercera sans doute L'URSS. Autant de problèmes qui peuvent saper très rapidement le pouvoir et la popularité du gouvernement du MDF.

Pendant la campagne électorale, le MDF se présentait comme la "force tranquille" ; mais, pour l'instant, il n'est ni assez tranquille ni assez puissant pour gouverner tout seul. Ses alliés naturels sont les chrétiens-démocrates et le Parti des petits propriétaires. Les premiers veulent renforcer les valeurs chrétiennes au sein de la nation, ce qui est bien moins explosif que la revendication de "réforme agraire" des seconds. Cette réforme vise à la restauration de la structure de propriété de la terre d'avant 1947 ; ce plan, s'il est appliqué, supposerait l'effondrement de l'agriculture hongroise et de l'approvisionnement alimentaire.

Antall doit maintenant réaliser les promesses de sa campagne et ce n'est pas si simple. Après sa victoire, il a annoncé que son programme de parti n'était pas le même que celui de gouvernement, car ce dernier est une coalition. Lors d'un débat télévisé en février, il a insisté sur le fait que ce qui se préparait n'était pas un changement de gouvernement mais une transformation du système, exigeant de très importants bouleversements dans les

ministères et dans d'autres organismes. Mais aujourd'hui, il fait de son mieux pour calmer les bureaucrates gouvernementaux, qui exigent à cor et à cri des cadres diplômés et expérimentés.

Le 2 mai, le parlement élira son président, probablement issu du MDF, qui sera également président provisoire de la République et demandera à Antall de former un gouvernement. Dans un deuxième temps, le parlement élira le président de la République pour la législature, qui ne sera pas forcément membre du MDF. Ce parti ne détiendra pas non plus tous les postes clés du gouvernement.

Eclatement du PSH ?

Dans un futur proche, le Parti socialiste hongrois (PSH) devrait connaître une crise ouverte, qui devrait aboutir à une nouvelle division de la gauche. Ce parti ne peut pas rester uni, étant donné l'antagonisme extrême qui existe entre ses ailes droite et gauche. La gauche du PSH explique l'échec électoral du parti par l'absence de liens réels avec les travailleurs et propose une unification des forces progressistes de gauche du PSH, du PSOH et du Parti social-démocrate indépendant. Pour la droite du PSH, l'échec est dû à la persistance de trop nombreux vestiges stalinien ; elle veut donc se débarrasser de l'aile gauche en préparation d'une future coalition avec le SDS.

Durant ses derniers mois, la population hongroise s'est beaucoup plus intéressée au spectacle politique qu'aux changements réels de ses conditions de vie et à ses perspectives matérielles. Cependant, dans la situation économique actuelle, la reprise économique rapide comme le simple maintien du niveau de vie dépendent du monde extérieur et de la diplomatie économique. Le mécontentement croissant des travailleurs se manifeste à peine pour l'instant et n'a pas encore trouvé de forme politique. Les questions qui se posent donc maintenant en Hongrie sont : comment le gouvernement du MDF se comportera-t-il vis-à-vis de la classe ouvrière et qui financera la Hongrie du MDF ? ★

Budapest, 20 avril 1990

4) Le Parti des petits propriétaires remporta les élections de novembre 1945 (les communistes n'eurent que 17 % des voix). Il fut écarté du pouvoir en 1946, après une défaite électorale. A partir de 1949, le Parti communiste prit la direction du Front populaire patriotique qui regroupait également le Parti des petits propriétaires et le Parti national paysan ; ce front fut la seule liste en présence lors des élections de 1949.

5) En mars 1848, Lajos Kossuth dirigea le mouvement nationaliste et réformateur qui aboutit à un soulèvement dans la capitale contre les charges féodales et pour l'égalité fiscale. Après avoir reconnu le "royaume unitaire et parlementaire" de Hongrie en avril, l'Autriche l'attaqua en automne 1848 et Kossuth prit la tête de la résistance.

Aux origines de Sajudis

L'ordre mondial, concocté par Bush et Gorbatchev à Malte, en novembre 1989, est toujours en vigueur. Par leur déclaration, Kohl et Mitterrand, en demandant au président Landsbergis de "remettre" l'indépendance de la Lituanie à plus tard (ce qu'il vient de faire), renvoient l'ascenseur à Gorbatchev. Celui-ci s'est montré plus que coopérant lorsqu'il s'est agi de l'unification allemande. Par ailleurs, les bourgeoisies européennes sont plus que gênées par la question nationale, car le problème est loin d'être "démocratiquement" réglé chez elles. L'article ci-dessous, paru dans la revue *Labour Focus on Eastern Europe*, revient sur l'histoire du mouvement nationaliste lituanien.



LA LITUANIE a des spécificités culturelles plus marquées que les autres républiques baltes. Au XVe siècle, elle était considérée comme une grande puissance, dont la sphère d'influence s'étendait de la Baltique à la mer Noire, sous le règne de Vytautas le Grand, le héros national. Au siècle suivant, face à la montée du pouvoir russe, le pays s'est formellement uni avec la Pologne voisine ; cette association a duré jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, lorsque la Lituanie a été finalement annexée par l'empire russe qui entreprit une politique de russification.

La Lituanie a connu une courte expérience d'Etat indépendant moderne, entre 1918 et 1940, que le mouvement national actuel revendique avec nostalgie (1). Elle fut brusquement interrompue par l'occupation de l'Armée rouge en 1940, conséquence du pacte signé entre Hitler et Staline, en 1939 ; puis ce fut au tour des troupes nazies d'envahir la Lituanie en 1941, avant le retour de l'Armée rouge à l'automne 1944. Dès lors, la Lituanie fut annexée à l'Union soviétique, devenant une de ses républiques.

A la différence de l'Estonie ou de la Lettonie, où la religion luthérienne est majoritaire, la population lituanienne pratique la religion catholique. Pendant longtemps, l'opposition nationale au régime russe s'est basée sur cette identité catholique, qui constitue un trait commun avec la Pologne.

Mais ce qui différencie encore plus la Lituanie des autres républiques baltes, c'est sa plus grande homogénéité natio-

nale. En Estonie, seulement 60 % de la population est d'origine estonienne, et cette proportion est encore plus faible en Lettonie ; ces deux républiques comptent une importante population d'origine russe (qui, de plus, est la composante majoritaire et la plus défavorisée de la classe ouvrière). En Lituanie la prédominance ethnique lituanienne non seulement ne s'est pas détériorée, mais elle s'est même accrue depuis 1940. En 1939, environ 79 % de la population était lituanienne, contre 80 % en 1979 ; la tendance ne semble pas s'être inversé durant les dix dernières années. Cet élément a eu une grande incidence sur la progression de l'emploi de la langue nationale. Il existe deux minorités nationales importantes qui représentent moins de 10 % de la population : les Polonais, surtout implantés dans la zone de Vilnius, et les Russes.

D'un Vytautas à l'autre

Grâce aux réformes en cours en URSS, et à l'exemple du Front populaire estonien qui s'est constitué en avril 1988, un mouvement similaire a été créé en Lituanie le 3 juin 1988, baptisé Mouvement lituanien pour la reconstruction (Lietuvos Persitvarkymo Sajudis), ou simplement Sajudis. Ce mouvement est né à l'initiative d'un groupe d'environ 500 personnes, principalement des intellectuels, dont beaucoup étaient aussi membres du Parti communiste lituanien (PCL).

Lors de la première réunion publique de Sajudis, le 13 juin 1988, six "groupes d'initiative" se sont constitués afin d'étudier les problèmes écologiques, nationaux, sociaux, économiques, culturels et

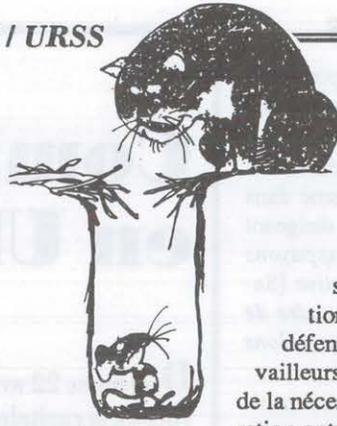
juridiques, où le pouvoir montrait des carences dans la protection des intérêts de la population locale. Ces groupes discutaient des mesures nécessaires pour combattre la pollution, aussi bien que de celles pour défendre le niveau de vie des travailleurs. Ils discutaient, par exemple, de la nécessité d'une plus grande collaboration entre les cultures de la Lituanie et de sa diaspora ; d'avoir des écoles lituanienues à l'extérieur de la république ; des mesures nécessaires pour faire face à la future réforme des prix ; ou comment faire pour que les lois générales de l'Etat respectent les traditions démocratiques lituanienues.

Lors du premier congrès de Sajudis, en octobre 1988, le mouvement affirmait avoir près de 200 000 membres (sur une population de 3,6 millions d'habitants). Au cours du congrès, une assemblée et un conseil ont été élus, sous la présidence de Vytautas Landsbergis. Sajudis s'est développé rapidement, et a édité plusieurs bulletins d'information.

Les principes fondamentaux du nouveau mouvement, comme le proclamait l'article 5 de sa déclaration initiale, évitaient toute confrontation prématurée avec les autorités du Parti communiste, surtout dans tous les textes concernant le futur statut d'indépendance. Cependant, au fur et à mesure des événements, un changement d'attitude de plus en plus évident s'est produit.

Ce tournant est clairement apparu lors de la célébration de l'anniversaire de la déclaration d'indépendance, le 16 février 1989 : dans une réunion célébrée le lendemain des cérémonies officielles, l'assemblée nationale de Sajudis a voté à la quasi-unanimité (204 contre 8, et 8 abstentions) une déclaration radicale sur « la détermination de la nation à récupérer ses droits par des moyens pacifiques, et à vivre en toute indépendance, sans subir des ultimatums d'aucune sorte (...) avec un statut neutre à l'intérieur d'une zone démilitarisée d'Europe ».

La radicalisation de Sajudis doit être mise en relation avec celle d'autres organisations situées à sa droite et à sa gauche. D'un côté, on trouve le Parti communiste lituanien, sous l'autorité d'Algirdas Brazauskas. De l'autre, il existe une série d'organisations d'opposition qui ont toujours eu une position inflexible par rapport à l'indépendance, dont la Ligue de la liberté lituanienne (Lietuvos Laisves Lyga) qui existe depuis 1978. La Ligue écarte toute alliance avec des forces démocratiques à l'intérieur de l'URSS, et



donne, par contre, un rôle important à l'extérieur et notamment aux organisations baltes exilées aux Etats-Unis.

Au début, la création du Sajudis ne déclencha pas un grand enthousiasme dans les rangs de la Ligue, dont un dirigeant déclarait que « *même si nous appuyons complètement le groupe d'initiative [Sajudis], celui-ci travaille dans le cadre de la perestroïka, tandis que nous allons beaucoup plus loin* ».

En septembre 1988, lors d'une manifestation organisée pour commémorer la signature du protocole secret du pacte Molotov-Ribentrop de 1939, la Ligue a réussi à réunir plusieurs milliers de personnes. Depuis, il semble que son influence ait augmenté, à l'extérieur et à l'intérieur de Sajudis. Début 1989, certains militants ont quitté le Sajudis pour créer un nouveau parti, le Parti démocrate lituanien, qui prône une indépendance complète et immédiate.

Le Parti communiste à la remorque

Bien que de nombreux membres progressistes du Parti communiste appartiennent ouvertement à Sajudis, et que sa direction ait peu à peu été obligée de reprendre de nombreuses revendications avancées par Sajudis, le PC ne le fait que pour "survivre", au lieu de se placer à la tête du mouvement. Après une brève période de lune de miel, qui a suivi le remplacement de Ringaudas Songalia par Brazauskas à la direction du PCL, en octobre 1988, changement qui semble avoir été voulu par Gorbatchev lui-même, le Parti a soutenu les propositions de Sajudis. Mais il l'a fait sans avoir de propositions propres et avec beaucoup d'hésitations et de doutes, et sans savoir réellement, en fin de compte s'il se trouverait aux côtés des radicaux de Sajudis ou aux côtés de Moscou. Cela a joué sur sa crédibilité en tant que parti, avant même sa rupture avec le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS).

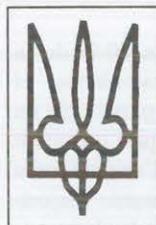
De fait, lors des élections législatives du printemps 1989 comme pour celles du mois dernier, la majeure partie des candidats communistes élus au parlement étaient ceux qui avaient obtenu une place sur les listes appuyées par le Sajudis. Lors des élections de 1989, des personnalités aussi significatives que le président de la République, Astrauskas, et le Premier ministre de Lituanie, Sakalauskas, ont été battues par des candidats du Sajudis. Cela en dit long sur le rapport de forces existant. ★

Mars 1990

Comités de grève en Ukraine

Dimanche 22 avril, des dizaines de milliers de personnes manifestaient dans les rues de la capitale de l'Ukraine, Kiev. Ils exigeaient des poursuites judiciaires contre les autorités locales qui, en avril 1986, avaient été incapables de réagir face à l'explosion du réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Les nationalistes du Mouvement populaire d'Ukraine pour la restructuration (Roukh, qui vient de se transformer en parti politique) étaient à la tête de la manifestation.

Zbigniew KOWALEWSKI



DEPUIS OCTOBRE 1989, il existe une structure politique de lutte du mouvement ouvrier et national-démocratique ukrainien dans la ville de Lvov. Son existence et son rôle dans les luttes de masse montrent que la classe ouvrière se situe de plus en plus à la tête du mouvement national en Ukraine occidentale. La région de Lvov, annexée par l'Union soviétique seulement à la fin de la Seconde Guerre mondiale et marquée par une histoire de résistance nationaliste très dure face au pouvoir stalinien, a été le centre le plus combatif du réveil de la nation ukrainienne — ce processus a conduit, en septembre dernier, à la fondation du Mouvement populaire d'Ukraine pour la restructuration (Roukh) à Kiev (voir *Inprecor* n° 296 du 30 octobre 1990).

Les grandes manifestations de masse pour la démocratie politique et les droits nationaux ont ébranlé la ville de Lvov, à l'été 1988. Malgré une répression brutale de la part de la police du régime brezhnevien de cette république soviétique, les manifestants ont tenu bon. En automne de la même année, les mobilisations sont devenues plus massives et plus radicales. Au printemps 1989, pendant la campagne électorale du Congrès des députés du peuple d'URSS, les mobilisations sont devenues quasiment quotidiennes, rassemblant des dizaines de milliers de personnes qui avançaient un mot d'ordre de plus en plus clair en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Les mouvements dans les entreprises ont commencé à jouer un rôle important. Des ouvriers de plusieurs usines et des étudiants de diffé-

rentes facultés ont réalisé des "grèves d'avertissement" coordonnées, pour imposer le nom de l'écrivain Ivan Drach (actuel président du Roukh) sur les listes électorales. Des centaines de milliers de citoyens ont ensuite manifesté dans les rues de Lvov pour exiger la légalisation de l'Eglise catholique ukrainienne (dite uniate), qui bénéficie d'un appui populaire considérable.

L'Union Helsinki ukrainienne (UHS), constituée par les dissidents les plus endurcis libérés par Gorbatchev des camps de concentration, est devenue la force politique qui dirige le mouvement de masse dans cette région. Initialement, le rôle de cette association se limitait à la défense des droits de l'homme, civiques et nationaux, mais l'UHS est devenue progressivement une organisation politique qui se bat pour l'indépendance nationale. Les mineurs de la vallée de Lvov ont suivi, en juillet 1989, la grève générale lancée par les mineurs soviétiques (voir *Inprecor* n° 292 du 4 septembre 1990). Mais dans les mines de Tchernovhrad, les revendications étaient plus politiques, elles faisaient écho à celles du mouvement nationaliste tout en les renforçant avec des exigences ouvrières.

Le 1er octobre 1989, une manifestation démocratique était de nouveau réprimée avec une violence inouïe par les forces spéciales du ministère de l'Intérieur. Les responsables de ces exactions voulaient visiblement prévenir la population de Lvov pour qu'elle sache que la prochaine fois ils n'hésiteraient pas à répéter Tbilissi (1). Mais elles ont provoqué l'effet contraire. Au lieu de décroître, la mobilisation a augmenté.

Le 3 octobre, une grève générale de deux heures a eu lieu. Le comité à l'ori-

1) Le 6 avril 1989, à Tbilissi, en Géorgie, une répression féroce s'est abattue sur une manifestation nationaliste, faisant, officiellement, 20 morts. Voir *Inprecor* n° 288 du 15 mai 1989.

gine de ce débrayage rassemblait le comité régional du Roukh, l'Union Helsinki ukrainienne, la Fraternité étudiante, l'Association Mémorial, le Comité de défense de l'Eglise catholique ukrainienne, l'Association ukrainienne des intellectuels créateurs indépendants, la Société culturelle juive et toutes les autres organisations indépendantes. Ce comité appelait tous les habitants de Lvov « *indépendamment de leur nationalité, de leur appartenance politique, de leur situation sociale ou de leur religion* » à « *se rassembler dans un front uni contre les crimes commis contre le peuple* ». Sous le mot d'ordre « *Nous sommes la perestroïka ! Il n'y aura pas de retour au néostalinisme* », il appelait la population à « *former des comités de grève sur les lieux de travail, qui contrôleront la situation de la ville* » et à « *se coordonner dans un seul comité de grève pour toute la ville* ».

Le comité de grève de Lvov

Dans l'après-midi, un meeting réunissait 30 000 habitants de Lvov, à l'appel du comité d'initiative, pour exiger une enquête publique sérieuse sur la répression et la poursuite des responsables. Au cours de ce meeting, le Comité de grève de Lvov a été créé avec des délégués des comités de grève de 55 entreprises et institutions et des représentants de toutes les organisations démocratiques indépendantes. Les comités de grève locaux des villes de Drohobych et Trouskavets y ont aussi adhéré.

En réalité, le comité avait vocation, depuis le début, à aller beaucoup plus loin. Dans son manifeste, il expliquait que son rôle était de « *défendre les intérêts et les droits des ouvriers, lutter pour la justice sociale et participer de façon active à la solution des questions politiques et économiques de l'Etat, et, si besoin est, déclencher une grève* ». Fourmanov, ouvrier de nationalité russe, élu président du comité, a expliqué que l'arme essentielle du comité serait la grève politique de masse, qui ne tombe pas sous le coup de la loi votée par le Soviet suprême d'URSS qui entend réglementer les conflits du travail (cette législation ne peut s'appliquer qu'aux grèves économiques).

Lors de sa première session, le comité a décidé de soutenir la création de comités de grève permanents dans les entreprises et a annoncé son intention de se coordonner avec des structures similaires dans d'autres régions d'Ukraine. Le comité se donnait aussi comme objectif de former des ouvriers à diriger des grèves, et d'organiser des équipes de protection de l'ordre public, etc. Il a aussi décidé d'ex-

pliquer systématiquement la situation politique à la population et de constituer une liste de revendications politiques et sociales, une plate-forme politique et un programme pour sortir de la crise. Le comité a également annoncé que ses tâches principales étaient « *l'organisation du contrôle ouvrier sur l'administration, l'utilisation des fonds sociaux, les conditions de travail et la discipline* » dans les entreprises.

Revendications politiques

Le 18 octobre 1989, le Comité de grève de Lvov a fait une déclaration publique, adressée au Soviet suprême d'Ukraine, exigeant que les prochaines élections générales soient totalement démocratiques, et que cette instance puisse être saisie et vote des projets alternatifs, proposés par des organisations indépendantes. Il a aussi demandé aux comités de grève d'Ukraine, qui s'étaient formés lors de la grève des mineurs, qu'ils agissent en ce sens, autour du mot d'ordre : « *Tout le pouvoir aux conseils du peuple* ».

Lorsqu'il a vu qu'aucune réponse n'était apportée sur la répression, le Comité de grève de Lvov a réalisé sa première action de masse en appelant à une grève générale de 24 heures, le 27 octobre. Cette grève n'a pas eu l'ampleur attendue. Elle n'a été annoncée que la veille, et a souffert du manque de préparation ; sans expérience, ses organisateurs ont trop compté sur la spontanéité.

A la dernière minute, le Conseil du Roukh de Lvov a semé la confusion en n'appelant pas à la grève, mais plutôt à la tenue de meetings dans les entreprises, prétextant le manque de préparation. En réalité, les dirigeants plus modérés et conciliateurs du Roukh voulaient empêcher la grève. D'après eux, une telle action déstabiliserait la situation politique, provoquerait l'instauration de l'état de guerre et empêcherait la tenue d'élections démocratiques générales dans la ville. Par ailleurs, l'indépendance prise par le Comité de grève de Lvov ne leur convenait pas — pour le contrôler, ils ont exigé qu'il consulte la direction du Roukh pour toutes ses actions.

Le Comité de grève de Lvov applique le principe de la démocratie de masse. Ses revendications et sa plate-forme politique sont soumises à la discussion politique dans des assemblées générales ; 30 000 citoyens ont participé à celle du 2 décembre, par exemple. Pendant cette réunion, il a été décidé que les revendications adoptées constituaient des mandats impératifs pour les députés de Lvov qui représentent les secteurs indépendants dans les institutions législatives de l'URSS ; et

que ces élus devaient rendre compte de leur mandat à la population.

Le 24 janvier, dans un autre meeting de 10 000 personnes, le Comité de grève de Lvov a pris position sur les conflits nationaux arménien et azéri. « *Poussé par un sentiment de solidarité avec les forces démocratiques des peuples du Caucase et par un véritable internationalisme* », il a condamné l'intervention militaire soviétique en Azerbaïdjan. Le Comité a aussi protesté contre l'utilisation de soldats ukrainiens dans les opérations militaires de répression des autres peuples d'URSS : « *Nous lançons un appel à tous les individus en âge de faire leur service militaire pour qu'ils refusent de servir en dehors de l'Ukraine et surtout de devenir des gendarmes criminels de l'empire en Azerbaïdjan* ».

Quel outil ?

Stepan Khmara, vice-président du Comité de grève de Lvov, explique que cette structure n'est pas le fruit d'une lutte socio-économique, mais d'un combat politique ; c'est la combinaison de ces deux traits qui fait son originalité. Il est donc organisé territorialement. Selon Khmara, militant très connu de l'Union Helsinki ukrainienne et du Comité de défense de l'Eglise catholique ukrainienne, « *l'issue à la crise écologique, économique et nationale-culturelle, ainsi qu'à la situation sociale du peuple ne peut se faire sans résoudre la question du pouvoir. Le pouvoir doit passer aux mains du peuple — dans des conseils élus démocratiquement, à tous les niveaux. Mais le mot d'ordre "tout le pouvoir aux conseils" ne se matérialisera que lorsque le PCUS ne monopolisera plus la gestion de la société* » (2).

La structure de base des comités de grève régionaux et de sa coordination républicaine doit se trouver dans les entreprises, explique encore Khmara : « *Dans une société où tout le pouvoir est entre les mains d'une élite communiste, et donc où la seule loi qui règne est celle de la violence, il est vital de disposer d'un instrument fort pour obliger cette élite à respecter le peuple. Cet outil est la grève politique. Dans certaines conditions, cette forme extrême de protestation est le seul moyen efficace pour assurer l'auto-défense du peuple* ».

Avril 1990

2) Les déclarations du Comité de grève de Lvov et de ses dirigeants sont publiées dans des publications indépendantes comme *Lvivski Visti* et *Nova Doba* du service de presse de l'Union Helsinki ukrainienne (PS-UHS) et de l'agence de presse ukrainienne (JPA) basée à Londres, ainsi que dans les articles de S. Khmara publiés dans l'hebdomadaire *Oukvaïnske Slovo* édité à Paris.

INPRECOR : L'histoire et les caractéristiques du pays aident peut-être à comprendre celles du Parti du travail d'Albanie (Parti communiste) ?

Edith LHOMEL : L'Albanie est un petit pays (28 748 Km²), il compte actuellement 3,2 millions d'habitants. C'est un pays balkanique, montagneux pour 76 % de son territoire. Son dynamisme démographique est le plus élevé d'Europe avec un taux de natalité de 20,1 pour mille, c'est donc un pays très jeune (l'âge moyen est de 26 ans). La population rurale demeure numériquement importante, elle était encore de 64,5 % en avril 1989.

Le Parti du travail d'Albanie (PTA) détient un pouvoir sans partage, depuis la Seconde Guerre mondiale. Avant la guerre, l'Albanie était une monarchie, le Roi Ahmed Zogu a fui face aux envahisseurs allemands, après avoir pactisé avec les fascistes italiens et avoir essayé de faire de même avec l'Allemagne. Le PTA avait mené et dirigé la lutte de libération nationale contre l'invasion nazi ; s'il a certainement été le principal acteur de la résistance, il faut savoir qu'il existait d'autres forces politiques en Albanie, comme les monarchistes du parti Legality ou les nationalistes du Balli Kombëtar. Mais ces partis politiques n'ont joué un rôle qu'entre les années 1920 et 1924, période où il y a eu un bref épisode de démocratie parlementaire. Durant la Seconde Guerre mondiale, ces forces ont été vite écartées par le PTA, leur attitude générale face à l'occupant nazi y a contribué. La bourgeoisie albanaise, qui pourrait être difficilement qualifiée de "nationale", était réduite, car le capital albanais pesait peu. Avant la guerre, les richesses du pays, notamment minières, ont été gérées par des capitaux étrangers, italiens et allemands.



◆ **Le PTA est donc d'emblée marqué par son rôle dans la lutte de libération. Cela lui donne une spécificité et une légitimité autres que celles de la plupart des partis communistes d'Europe de l'Est, parvenus au pouvoir grâce à l'Armée rouge. Sa trajectoire idéologique est aussi différente ...**

Le Parti du travail d'Albanie jouit de la légitimité politique populaire de cette lutte de libération nationale. Cela a compté beaucoup et longtemps et le parti a su l'utiliser à fond. Le PTA se revendique autant du marxisme-léninisme que de son rôle dans la Libération. Il n'a donc pas eu,

au départ, les mêmes rapports avec la population que certains autres partis communistes des pays de l'Est. En outre, il semble que le PTA a su comprendre la règle qui caractérisait la société albanaise, où le régime clanique était la structure sociale de base. Les deux principaux clans étaient les Ghegs et les Tosks (qui correspondent respectivement aux communautés du Nord et du Sud) et un droit coutumier régissait les relations sociales.

On ignore, et c'est encore un des grands mystères de l'histoire du PTA, si ce parti a complètement réussi à neutraliser ce tissu social en l'investissant ou s'il en a au contraire détruit les structures. Certains historiens affirment que lors de la Seconde Guerre mondiale, les commissaires politiques furent recrutés parmi les responsables claniques des communautés villageoises, surtout celles des régions montagneuses. Le PTA serait donc parvenu à rentrer dans ces structures claniques qui étaient très fermées et accoutumées à un mode de vie autarcique.

Ce que l'actuel numéro un du Parti, Ramiz Alia, appelle aujourd'hui le facteur de la "psychologie nationale", explique en grande partie l'emprise du Parti du travail, dont le discours s'appuie fortement sur le sentiment national. L'"albanisme" fait quasiment figure de religion ; en témoigne ce mot d'ordre traditionnel : « *La religion des Albanais, c'est l'Albanie.* »

Les Albanais ont semé le pays de casemates et la défense populaire intégrale y a été très développée. La tradition communiste était faible avant la guerre en Albanie ; il existait quelques militants communistes de longue date, influencés par l'histoire de l'Union soviétique. Mais le Parti communiste albanais (rebaptisé Parti du travail d'Albanie en novembre 1948) n'a été créé qu'en novembre 1941 ; parmi ses fondateurs, Enver Hoxha, qui présida aux destinées du parti et du pays jusqu'à sa mort, en 1985. Dès sa création, une fraction importante du Parti communiste a été très influencée par la Yougoslavie ; elle a été écartée du parti au moment de la rupture entre les deux pays.

◆ **Justement, le PTA sera ensuite très marqué par ses relations et ses ruptures internationales successives. Qu'y a-t-il derrière ces brouilles qui ont sûrement coûté cher à l'Albanie ?**

En 1948, l'Albanie rompt de façon radicale avec la Yougoslavie de Tito. Il y a certes des raisons idéologiques à cette

La longu

La République populaire d'Albanie, de réclamer des idéaux de Staline, serait-elle e
L'actuel homme fort du régime, Ramiz Alia
travail d'Albanie (PTA) de rétablir des rel
public numéro un, l'Union soviétique, et m
nord-américain ; il aurait aussi prôné une p
population dans la vie du pays ; le 1er M
traditionnel dans les rues de Tirana ; certain
rouvert leurs portails... Au-delà de ces sign
partie le fruit de l'onde de choc qui a secou
est sensible en Albanie depuis quelques
économiques et des réaménagements po
direction du parti pour sortir le pays de l'
guette et de l'isolement dans lequel l'ont pl
la direction albanaise avec l'Union
Au-delà de la langue de bois "anti-révisi
l'Albanie est original. Nous avons essayé de
de l'expérience albanaise et du Pa
avec Edith Lhomel
auteur de nombreux articles

rupture. La voie "titiste" est condamnée comme "renégate" au regard des principes léninistes et surtout stalinien. Mais la direction albanaise accuse aussi la Yougoslavie d'avoir des projets d'annexion à son égard. Cette rupture est idéologique mais aussi pratique, le PTA jugeant qu'un danger réel pèse sur l'existence du pays.

Le second temps fort du cheminement idéologique du Parti du travail d'Albanie est son refus de la déstalinisation. Dans les années 60, il sera à la tête de la lutte appelée "anti-révissionniste", dénonçant le chemin révissionniste pris, selon le PTA, par l'Union soviétique avec Khrouchtchev à la mort de Staline, et surtout à partir du XXe Congrès du Parti communiste soviétique de 1956. L'explication de cette rupture, en 1961, est aussi à double tranchant. D'une part, elle a un versant idéologique : le PTA considère que les critiques faites à Staline par la direction soviétique sont inacceptables et que les principes stalinien demeurent justes ; il rejette la coexistence pacifique que l'URSS cherche avec le monde capitaliste. D'autre part, Hoxha pense que les Soviétiques ne traitent pas leurs alliés est-européens sur un pied d'égalité ; l'Albanie rompt alors ses liens avec le Pacte de Varsovie, rupture qu'elle consacrera de jure en septembre 1968, après l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. En 1961, elle se retire également du Conseil d'assistance écono-

le marche

«forteresse assiégée» à se
rain d'entrouvrir ses portes ?
ons de proposer au Parti du
ons avec son ancien ennemi
e avec le diable impérialiste
icipation plus "critique" de la
n'aurait pas vu le défilé
ieux de culte auraient même
xtérieurs, qui sont en grandes
s pays de l'Est, une évolution
années. Des changements
ques ont été décidés par la
isement économique qui le
gé les différentes ruptures de
viétique ou la Chine.
niste", le cheminement de
venir sur les caractéristiques
du travail d'Albanie
ur l'Albanie.



◆ Mais ce rapprochement avec la Chine sera de courte durée...

Il y a eu une époque de coopération très intense entre la Chine et l'Albanie. La

Chine prend le relais de l'assistance militaire, technique, technologique et économique de l'URSS. Mais cette alliance va se terminer en 1977, lorsque la direction chinoise énonce sa fameuse "théorie des Trois mondes", qui constitue, selon Enver Hoxha, une entorse inacceptable aux principes du marxisme-léninisme (1). Le PTA rédige alors une lettre, publiée le 7 juillet dans son quotidien *Zeri i Popullit* (*La Voix du peuple*), qui fait état de tous ses griefs. Outre une mise en accusation point par point de cette théorie, il reproche aux Chinois d'avoir tenté de saboter l'appareil de production albanais, de ne pas avoir tenu leurs promesses dans le domaine économique et même d'avoir gonflé les chiffres de leur aide. La polémique entre Chinois et Albanais

déborde donc sur le terrain économique. Mais il faut savoir que les relations commerciales entre les deux pays, même si elles chutent, ne seront jamais totalement coupées, alors qu'avec l'Union soviétique la rupture avait été totale. Cependant, les projets en cours (dans le domaine de l'électricité, par exemple, et au grand combinat sidérurgique d'Elbasan) ont été un temps compromis, les nombreux techniciens chinois alors en poste étant partis du jour au lendemain.

Toutes ces ruptures ont entraîné des purges importantes au sein du PTA, fortement secoué par chacun de ces épisodes. Ainsi l'image d'un parti homogène, épargné par les luttes fractionnelles, n'a pas toujours été conforme à la réalité.

◆ Ces ruptures ont-elles porté des coups à l'économie du pays ?

La rupture avec l'Union soviétique a été la plus lourde de conséquences. Ce

pays a organisé un blocus contre l'Albanie, provoquant une véritable famine en 1960-61. La rupture avec la Chine a freiné les réalisations industrielles et compromis la réalisation des objectifs du quinquennat 76-80. Mais l'auto-suffisance alimentaire était déjà atteinte en Albanie depuis 1976, contrairement aux années 60 (en céréales panifiables et, dans une certaine mesure, en légumes, même si c'était apparemment moins le cas en ce qui concerne les produits carnés) et donc la brouille avec la Chine a été moins dramatiquement ressentie.

◆ Par rapport au bilan des autres pays d'Europe de l'Est, l'Albanie paraît avoir réalisé un développement économique beaucoup plus maîtrisé. Peut-on réellement parler de succès économique ?

L'Albanie dispose de richesses énergétiques et minières importantes (pétrole, mines de chrome — dont elle est le deuxième producteur mondial, après l'Afrique du Sud —, cuivre, ferronickel), le pari de l'industrialisation n'était donc pas si aberrant et on peut parler de réussite quant à la mise en valeur des ressources du pays. Elle a su aussi mettre à profit ses ressources hydro-électriques en construisant de nombreux barrages, et exporte de l'électricité en Grèce et en Yougoslavie. Ce développement industriel s'est évidemment réalisé au détriment des produits de consommation, mais il a permis de valoriser les ressources du pays sans entraîner d'importations de matières premières, à l'inverse de la Roumanie, par exemple, qui, pour développer ses capacités industrielles, a progressivement été contrainte d'importer pour 50 % de ses besoins en pétrole. Cet essor s'est poursuivi jusqu'au début des années 70. L'acquis social qui a perduré jusqu'à cette époque est important, mais actuellement il s'estompe. Et on ne peut pas dire que le niveau de vie de la population soit mirobolant, il est même parmi les plus bas d'Europe. Mais l'avènement du PTA a supposé un progrès et des acquis incontestables, surtout au vu du décollage des premières années. A la fin de la guerre, l'Albanie était un pays très pauvre, en proie à des famines constantes : le paludisme et les épidémies faisaient des ra-

1) Cette théorie explique que la lutte la plus importante pour les peuples et les classes ouvrières du monde est celle contre l'hégémonie soviétique en premier lieu. Selon la direction chinoise, les pays du Tiers monde sont la première force de cette lutte. Dans ce combat, il faut chercher des alliances dans "le second monde" (Europe occidentale, Canada et Japon) qui « peut être gagné », même par des pressions en son sein par sa droite. Cette théorie visait en fait à justifier le nouveau cours pris dans la diplomatie chinoise par Chou-En-Lai.

vages. Ceci étant, la régression économique actuelle reste moins dramatique que celle qui a frappé la Roumanie de Ceausescu dans les années 80.

◆ *Dans le domaine de l'agriculture, l'Albanie a-t-elle reproduit les erreurs traditionnelles des pays d'Europe de l'Est ?*

L'agriculture, elle, n'a jamais été délaissée et n'a pas subi le traitement de choc qu'ont subi celles des autres pays de l'Est. La direction albanaise a fait le choix de maintenir une population rurale importante, de maîtriser les flux de migration vers les villes par une politique d'aménagement du territoire très réglementée. Le secteur coopératif s'est constitué à partir des lopins de terre qui avaient été donnés aux paysans au lendemain de la prise du pouvoir et le secteur d'Etat à partir des grands domaines.

La collectivisation s'est terminée vers 1967. Mais en 1980-81, ce mouvement a touché aussi les lopins privés des coopérateurs et leur petit bétail. Cette tentative de collectivisation intégrale n'a eu d'égal qu'en Roumanie au début des années 80.

Mais c'est aussi dans l'agriculture que l'on voit aujourd'hui des évolutions à l'égard des principes de la socialisation. A partir de 1986, le gouvernement albanaise est revenu sur la collectivisation intégrale en redonnant aux paysans le droit d'exploiter leurs lopins privés et l'*obor*, le petit troupeau privé domestique (les poules, la vache, etc.). En novembre 1986, lors du IXe congrès du PTA, Ramiz Alia a expliqué que l'Albanie avait connu des pertes considérables dans son cheptel à cause d'un abattage précoce énorme pratiqué par les paysans pour éviter le regroupement des *obor*. Il a proposé d'instaurer un principe de "brigade". Le paysan récupère sa vache, la garde de la bête est assurée à tour de rôle par la "brigade" des membres de la coopérative.

◆ *A quoi est dû le tassement qui frappe l'économie albanaise depuis le début des années 80 ?*

Actuellement, l'écart technologique se creuse, de véritables problèmes d'approvisionnement apparaissent, la viande par exemple est rationnée depuis trois ans ; le dynamisme démographique complique les choses.

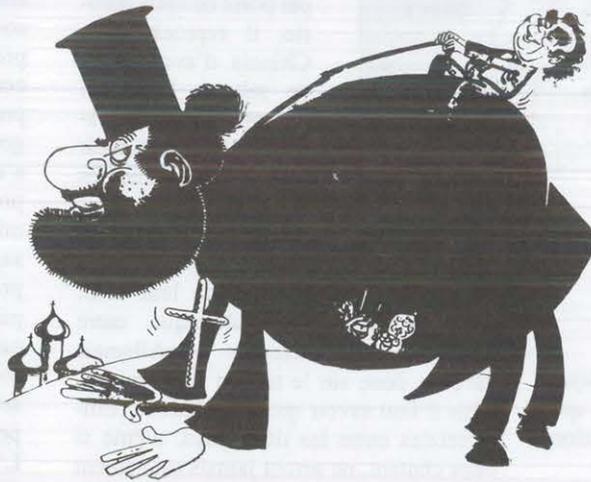
Cet écart technologique devient un véritable obstacle, car la mise en valeur des ressources naturelles du pays est ralentie par l'obsolescence des équipements.

Ceux-ci ont été d'origine soviétique d'abord, chinois ensuite et enfin albanais ; la plupart des pièces détachées et de remplacement sont construites sur place. Aujourd'hui, l'équipement ne "tient plus la route", il freine toute avance technologique dans le domaine notamment de l'exploitation des matières premières.

L'économie extensive albanaise est à bout de souffle, elle nécessite l'importation d'*inputs* technologiques, qui n'existent pas sur place ! Cela entrave les échanges commerciaux car les produits albanais exportés ne sont pas suffisamment performants. La reprise des relations avec des pays comme la République fédérale allemande (RFA) s'explique donc en grande partie par ces impératifs économiques.

◆ *Quels sont les partenaires économiques de l'Albanie ?*

La rupture avec la Chine a été en quelque sorte "un mal pour un bien" car l'Albanie a alors dû reconstruire et diversifier ses échanges commerciaux. Jusque dans les années 70, le partenaire idéologique et politique était aussi "le" partenaire écono-



mique, 40 à 50 % des échanges se faisant avec les pays et partis "frères" successifs.

En 1976, la Yougoslavie est devenue, pendant un temps, le principal partenaire commercial avec 16 à 20 % des échanges, à parts égales avec les pays occidentaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE — Etats-Unis, Grande-Bretagne et RFA exclus, jusqu'en 1987) et les pays du CAEM (Union soviétique exclue). On a donc assisté à une sorte de rééquilibrage. L'Albanie a aussi tissé des rapports, plus résiduels certes, avec des pays comme l'Algérie ou le Viet-nam.

Mais les années 70 ont surtout été celles d'une activation de la politique de bon voisinage et de relations économiques avec l'Italie, la Grèce et la Turquie.

Il ne faut pas tomber dans la confusion fréquente selon laquelle l'Albanie ne se serait ouverte économiquement qu'à partir de l'arrivée de Ramiz Alia au pouvoir, en 1985, date que l'on présente parfois à tort comme celle d'un changement économique, diplomatique et commercial. Cette diversification des échanges s'est enclenchée bien avant et avec l'accord d'Enver Hoxha. Cela correspondait d'ailleurs bien à l'éthique de l'Albanie, et à sa farouche volonté de ne dépendre de personne.

En 1976, l'interdiction du recours à tout emprunt ou crédit extérieur a été inscrite dans la Constitution albanaise au nom de la préservation de l'indépendance nationale ; toute importation exige donc de payer *cash* en dollars ou d'opérer une compensation, ce qui est parfois difficile pour un pays qui a besoin, par exemple, de matériel informatique et qui possède une liste de produits à l'exportation insuffisamment diversifiée.

◆ *On présente souvent Ramiz Alia comme un "réformateur", mais ce que vous dites le place plutôt dans la continuité du projet d'Hoxha.*

Il n'a jamais cessé d'affirmer l'être et, jusqu'à présent, aucune modification fondamentale de "l'héritage" n'a eu lieu même s'il y a un net changement de génération dans le personnel politique qui s'est opéré avec l'avènement de Ramiz Alia. Son équipe est constituée de gens qui ont fait un parcours "sans fautes" dans le Parti, qui n'ont pas été éclaboussés par les dissensions idéologiques causées par les différentes ruptures ; ils ont aussi bénéficié d'une certaine formation technique et professionnelle, que n'avait pas l'équipe d'Hoxha, celle des compagnons de la Libération. Après le décès d'Hysni Kapo, le numéro trois du régime — qui a eu droit à des funérailles nationales car un des rares dirigeants qui a échappé aux différentes purges — et de Mehmet Shehu, il ne reste plus grand monde de la vieille garde, à part Adil Carcani, actuel président du Conseil (l'équivalent du gouvernement), sans oublier Nexhmije Hoxha, la femme du fondateur du PTA, présidente du Front démocratique, la principale organisation de masse et directrice de l'Institut d'études marxistes-léninistes de Tirana.

Lorsqu'Alia est arrivé au pouvoir, le discours est devenu plus dynamique et moins opaque. Il s'est montré très actif sur la scène internationale ; il a amorcé la reprise de dialogue avec la RFA, avec qui les relations diplomatiques étaient rom-

pues depuis 1945, car les Allemands n'ont jamais payé les dommages de guerre exigés par l'Albanie, véritablement ravagée par ce conflit. Les relations diplomatiques ont été rétablies le 2 octobre 1987 ; la RFA est l'un des pays occidentaux à pouvoir apporter la technologie qui fait défaut à l'Albanie.

On ne connaît pas les termes exacts de l'accord conclu entre les deux pays, mais on suppose que la RFA a transformé les "dédommagements de guerre" en avances de crédits, sous forme de "dons". Depuis 1989, la RFA a pris une part croissante dans le commerce extérieur albanais ; les ventes albanaises à ce pays ont été majorées de 30 %, par rapport à l'année précédente et ses achats de 12 % ; l'Albanie a surtout acquis du matériel agricole. La RFA avait même proposé de créer des sociétés mixtes, mais l'Albanie a jusqu'à présent refusé.

Une autre façon de contourner la règle de la compensation (les Albanais prennent souvent des "biais" dans les échanges commerciaux que seuls leurs partenaires directs connaissent), serait le projet de faire des entreprises en commun avec d'autres pays, où ces derniers apporteraient les investissements en équipements et l'Albanie, les matières premières et la main-d'œuvre sans que cela donne lieu à aucun partage du capital, qui resterait à 100 % albanais.

Une voie ferrée, reliant l'Albanie au réseau européen, en passant par la Yougoslavie a été inaugurée voilà deux ans. Cela a aussi marqué cette volonté de désenclavement.

Une reprise des relations avec les Etats-Unis, comme celle qu'a été annoncé, ainsi que l'amendement de l'article concernant la compensation dans la Constitution confirmeraient s'il y a ou pas une volonté de changement de la part de la direction albanaise ; de tels événements signifieraient une coupure avec la ligne cohérente qui l'a guidée pendant plus de 40 ans.

◆ *L'ouverture actuelle dans le discours d'Alia, qui envisage la possibilité de la reprise des relations avec l'URSS, est-elle aussi imposée par l'essoufflement économique ?*

Non, contrairement à l'activisme diplomatique des dernières années qui, lui, était provoqué par le tassement de la crois-



sance économique. Un pays comme l'Albanie a surtout intérêt à commercer avec la France, la RFA, la Grande-Bretagne ou d'autres pays occidentaux. Le rapprochement avec l'URSS, avec qui il n'est pas envisageable aujourd'hui d'avoir de tels échanges, découle beaucoup plus d'un choix idéologique et politique qui serait lié aux événements de l'Est ; ils ont évidemment créé une pression intérieure. Personnellement, le facteur économique me semble peu peser dans les changements d'attitude à l'égard de l'Union soviétique qui, pour sa part, n'a cessé ces dernières années de proposer à l'Albanie de renouer les relations.

◆ *La minorité albanaise de la province yougoslave du Kosovo est en proie à une dissidence ouverte (voir Inprecor n° 303 et 307 des 23 février et 3 avril 1990). Comment le problème du Kosovo est-il présenté en Albanie même : y a-t-il une revendication territoriale ?*

Les rapports commerciaux entre l'Albanie et la Yougoslavie se sont dégradés de manière très importante à cause de ce problème et de la terrible répression qu'a connu la communauté albanaise du Kosovo depuis les manifestations de 1981. Avant, une sorte de consensus sur cette question avait peu à peu été trouvé avec Tito. La Ligue des communistes yougoslaves (LCY) et le PTA considéraient que les deux pays faisaient partie des Balkans, une zone fragile et diversement convoitée, notamment par l'Union soviétique et qu'il fallait donc s'entendre même si des différends politiques et idéologiques subsistaient. A l'époque, le Kosovo avait un statut de région autonome à l'intérieur de la république de Serbie et les échanges culturels entre Tirana et Pristina, la capitale du Kosovo, étaient importants. Tito est mort, puis plusieurs années après Milosevic est arrivé à la présidence de la Serbie et le statut du Kosovo a changé ; cela a encore aggravé la situation.

Les Albanais ont toujours eu une position relativement cohérente sur le Kosovo, dénonçant la répression dont étaient victimes leurs "frères albanais du Kosovo", sans jamais pour autant revendiquer cette province. L'attitude du PTA est bien sûr conditionnée par la pression de la population albanaise, qui entretient une soli-

darité très active avec les presque trois millions d'Albanais qui vivent de l'autre côté de la frontière. Ainsi, la diaspora albanaise (il existe d'importantes communautés en Argentine et aux Etats-Unis, par exemple), en comptant le Kosovo, est quasiment aussi importante que la population de l'Albanie même !

◆ *Pourquoi n'y a-t-il donc pas de revendication territoriale ?*

La région du Kosovo est très musulmane et la religion n'a pas pu y être éradiquée comme en Albanie (2). Au Kosovo, il y a sûrement des revendications territoriales au sein des mouvements indépendantistes, parmi certaines petites organisations marxistes-léninistes (qui ont d'ailleurs été très réprimées), mais cette revendication n'est pas massive. L'Albanie, pour sa part, à l'instar de la majorité des Albanais du Kosovo, demande que le Kosovo ait le statut de république.

Par ailleurs, le rattachement du Kosovo pourrait être un facteur de déstabilisation sur une population albanaise qui a été très endoctrinée pendant ces 40 dernières années. Ce que l'Albanie exige avec énergie, ce sont des échanges commerciaux et frontaliers avec le Kosovo, se plaignant du non-respect par la Yougoslavie des protocoles d'accord avec cette région.

◆ *On a l'impression d'avoir à faire à une cohésion sociale importante. Le PTA est-il véritablement si homogène ?*

Le ciment national a sûrement été plus efficace pour mobiliser la population sur l'effort économique que la conviction idéologique elle-même ; il a été renforcé par une propagande axée sur "l'encercllement" idéologique et politique du pays ("l'Albanie forteresse assiégée"). C'est un communisme national qui s'est nourri du passé, de l'histoire des invasions auxquelles le pays a été soumis par différentes puissances.

N'oublions pas l'épisode de Mehmet Shehu. En décembre 1981, celui-ci, ministre de la Défense et Premier ministre, véritable numéro deux du régime et compagnon de lutte d'Enver Hoxha, disparaissait tout à coup après avoir présenté le plan quinquennal 81-85 (or le choix de l'orateur dans ces occasions n'est pas le fruit du hasard, c'est un gage de confiance). Selon la version officielle, il se serait suicidé ; en tout cas, le PTA a été profondément secoué par cet épisode,

2) L'Albanie est le premier Etat du monde à s'être proclamé "athée".

profondément secoué par cet épisode, supposé être l'une des conséquences des vagues causées par la rupture avec la Chine, Shehu ayant été qualifié de "traître à la patrie" et d'agent au service de différentes puissances ennemies...

◆ *Mais quelle était la raison profonde de ce règlement de comptes ?*

On peut supposer qu'il s'inscrit dans la lutte pour la succession d'Hoxha qui se préparait déjà. Il y a eu de nombreuses spéculations sur ce décès ; pour certains, il a prouvé l'existence d'une lutte à mort à l'intérieur du parti ; pour d'autres, Mehmet Shehu aurait été partisan d'une meilleure entente avec la Yougoslavie ou encore à l'initiative de la collectivisation intégrale qui a gravement nui à l'approvisionnement de la population.

◆ *Et aujourd'hui, y a-t-il des mouvements de contestation à l'intérieur même de l'Albanie, que ce soit dans la société ou dans le parti lui-même ?*

La pression provoquée par les chambardements à l'Est est beaucoup plus diffuse qu'ailleurs. On ne connaît pas l'existence d'une opposition organisée. La pression en Albanie viendrait surtout de la jeunesse qui n'accorde plus le même capital de confiance que ses aînés à la direction communiste ; elle n'a vécu ni la guerre de libération, ni l'essor et les transformations des premières décennies.

Le problème de la jeunesse va se poser aussi au niveau de l'emploi. Le dogme du plein-emploi, que la direction albanaise veut continuer à appliquer, demeure de rigueur avec quelques "aménagements" ; certains secteurs peuvent employer des jeunes avec des sortes de contrat à durée déterminée, présentés comme des contrats de formation. Mais la stabilité de l'emploi, comme celle des prix, sont de plus en plus difficiles à maintenir.

Il y a une certaine prise en compte de la loi de l'offre et de la demande, selon les régions, pour les produits alimentaires et une certaine marge est accordée pour fixer les prix.

Par ailleurs, dans le parti lui-même, certaines forces tirent vers le changement et d'autres en arrière. Lors du dernier plénum de l'Union des écrivains, en mai 1989, une aile de résistance aux changements s'est réellement affirmée face à une aile "réformatrice".

Mais cela ne prend pas de formes spectaculaires, car, pour le moment, c'est Ramiz Alia lui-même qui prône, accompagne et même anticipe les changements.

Depuis 1985, des mesures ont été

prises sur le plan du fonctionnement interne qui montrent une tendance à la décentralisation de l'économie ; une autonomie plus importante a été accordée à un échantillon de coopératives modèles dans la gestion et certains stimulants matériels ont été introduits dans les salaires. Ce sont des réformes économiques très partielles.

Comme il avait été annoncé lors de sa précédente séance, le IXe Plénum du Parti a élaboré une plate-forme en 25 points, en février 1990, qui innove. Ces mesures de 1990 ont été présentées comme la concrétisation des propositions précédemment énoncées, non comme un virage. La nomination des cadres des entreprises et des coopératives n'est plus régentée par le Parti, mais par les autorités des districts, il y a donc une décentralisation de certaines décisions politiques. Le système juridique, basé sur la juridiction des Tribunaux populaires, où les militants du Parti étaient évidemment omniprésents, change et le ministère de la Justice, qui avait été supprimé dans les années 60, semble être en cours de restauration, constituant peut-être un pas vers l'indépendance du législatif. On assiste aussi à l'introduction de



plusieurs candidatures dans les élections à l'intérieur du Parti.

Ramiz Alia se montre très clair dans ses discours pour répondre à la pression exercée par les événements à l'Est. Il a déclaré d'emblée que l'Albanie n'avait aucune tradition démocratique avant 1945. Car il sait pertinemment que dans les autres pays ce sont les vieux partis qui ont ressurgi ; en Albanie, souligne-t-il, ils étaient quasiment inexistantes, totalement discrédités et ont tous disparus depuis... Aujourd'hui, les plus démonstratifs à l'étranger sont les descendants de la monarchie albanaise. Alia s'est également demandé sur quelle base l'on pourrait parler de restauration du multipartisme en Albanie...

Il reste que le rôle dirigeant du parti n'est en aucun cas remis en cause.

◆ *Le Parti du travail vit sur un capital de légitimité qui s'épuise et le niveau de vie des masses se tasse. Que peut-on prévoir pour l'avenir ?*

La population n'a sans doute pas la même perception des dirigeants que dans d'autres pays de l'Est, en raison de l'histoire même de ce parti ; il faut dire également que la société est très encadrée, comme dans tous les Etats à parti unique... A ce sujet, le ministre albanaise de l'Intérieur, Simon Stefani, a récemment indiqué que l'Albanie comptait 3 850 condamnés de droit commun et politiques, certaines agences de presse ayant, pour leur part, avancé le chiffre de 40 000 sans cependant pouvoir étayer leurs estimations.

Le facteur historique pèse beaucoup dans l'absence d'opposition intérieure, la population n'a guère de références pour s'opposer ou pour refuser ce parti communiste qui s'est identifié au nationalisme.

Le culte de Staline continue, mais le dernier anniversaire de sa naissance a été à peine évoqué dans la presse albanaise alors qu'avant il s'agissait quasiment d'une fête nationale ; il y a donc changement d'attitude sur ce terrain aussi.

Mais, pour continuer à défendre son modèle de socialisme, la direction du PTA a déjà dû changer son discours. Hier ce discours insistait sur le fait que le pays était le défenseur et le continuateur du projet de socialisme défini par les classiques. Aujourd'hui, Ramiz Alia insiste plus sur les spécificités du communisme albanaise, sur la "psychologie nationale", sur les traditions albanaises. Il veut ainsi justifier "le socialisme albanaise", qui n'est pas selon lui voué à une remise en cause, puisqu'adapté aux conditions et à l'histoire du pays, contrairement aux autres pays de l'Est. C'est un discours très défensif !

Il est difficile de prévoir ce qui peut se passer en Albanie. Mais comme partout ailleurs, la société albanaise s'engouffrera dans les brèches qu'ouvriront les différentes mesures de libéralisation de la vie politique et économique, aussi limitées soient-elles dans le cas présent. ★

28 avril 1990

Propos recueillis par Janette Habel et Cecilia Garmendia

Les caricatures sont tirées du livre albanaise MASKA TE GJERRA, du dessinateur Zef Bumçi (Tirana, 1976)

Les habits neufs du SED

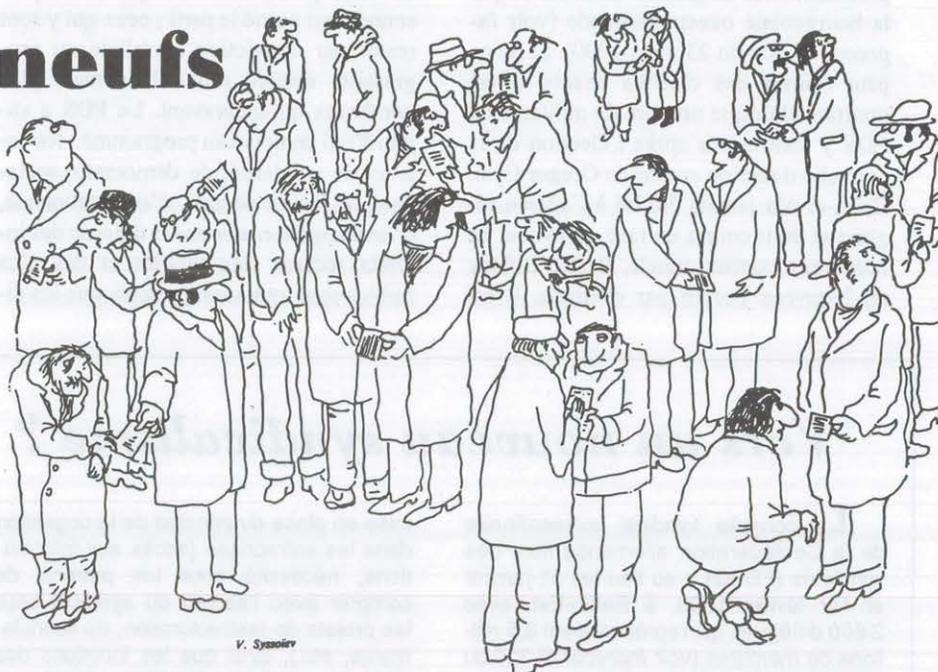
Le Parti du socialisme démocratique (PDS) n'est pas qu'une simple prolongation de l'ancien Parti socialiste unifié (SED, PC est-allemand). Exclu du pouvoir, déserté par des milliers d'adhérents, incapable de tirer un bilan, le PDS a changé de programme et cherche sa place dans l'opposition et dans le mouvement ouvrier.

Manuel KELLNER



LE SED était un parti oppresseur qui représentait la bureaucratie privilégiée et parasitaire de l'Etat non-capitaliste de la République démocratique allemande (RDA). Il a beaucoup contribué au discrédit des idées marxistes et socialistes dans les deux Allemagne et même dans le monde entier ; c'était un parti stalinien au vrai sens du terme. Grâce à un système sophistiqué de privilèges, ce pouvoir a corrompu des millions de gens. Ses liens avec la classe ouvrière et avec le peuple en général étaient ceux d'un pouvoir dictatorial qui s'appuie sur un système de répression, d'une part, et sur un niveau de bien-être suffisamment élevé, d'autre part, afin d'éviter un soulèvement général (voir *Inprecor* n° 298 du 27 novembre 1989).

Pour maintenir un niveau de vie décent pour la population, dans une économie prétendument planifiée où régnait l'incompétence due à l'absence de démocratie prolétarienne, le pouvoir a souvent pris des mesures aventureuses, comme le révèlent les chiffres qui apparaissent aujourd'hui, surtout en ce qui concerne l'endettement extérieur. Les idéaux "émancipateurs" ont été grossièrement piétinés par la "vente" de prisonniers politiques et d'opposants à l'Ouest pour 95 847 deutsche marks chacun. Le pouvoir bureaucratique a détruit la confiance de la



V. Szyrovic

classe ouvrière dans sa capacité à gérer elle-même les entreprises et l'économie du pays ; en la brimant, il l'a placée dans une situation de soumission qui l'a transformée en proie facile pour la bourgeoisie occidentale.

Pluralisme factice

Si, formellement, le SED n'était pas un "parti unique", les partis du "bloc", l'Union démocratique chrétienne (CDU), le Parti libéral démocrate (LDPD), le Parti national démocrate (NDPD) et le Parti démocrate paysan ne jouaient qu'un rôle d'alibis. Les élections étaient de sinistres farces sans aucune possibilité de choix réel entre différentes alternatives. Le SED était lié à un appareil répressif terrible, la *Stasi*, la police d'Etat qui contrôlait pratiquement l'ensemble de la population avec ses 80 000 professionnels et un nombre incalculable de collaborateurs informels (voir article p. 21).

Il apparaît aujourd'hui, qu'au départ, dans la zone soviétique, le stalinisme n'avait pas un visage plus "humain" que le modèle original ; énormément de gens sont morts dans des camps de concentration et ont été assassinés pour leurs opinions, ou de manière totalement arbitraire.

Aujourd'hui, les médias parlent ouvertement de tout cela mais ne s'étendent pas sur la politique droitnière du SED sur la scène internationale. La direction du SED, qui avait acquis une certaine autonomie vis-à-vis du Kremlin grâce à sa relative force économique au sein du Pacte de Varsovie, influençait le mouvement

ouvrier dans de nombreux pays, et s'efforçait de le tirer vers la droite. C'est la direction du SED qui, tout en rejetant la perestroïka et surtout la glasnost de Gorbatchev, a poussé le plus loin la logique de la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme ; il parlait même d'« impérialisme capable de mener une politique de paix ». Ceci allait de pair avec de nombreux arrangements et marchandages de la bureaucratie de RDA avec l'impérialisme ouest-allemand, dans une atmosphère de bonne entente dissimulée sous le vacarme des polémiques publiques. Le SED a, par exemple, essayé de renforcer les secteurs les plus modérés du Parti des travailleurs brésiliens (PT) contre les courants socialistes révolutionnaires.

Le PDS, un parti différent ?

Et pourtant, il serait erroné de caractériser aujourd'hui le Parti du socialisme démocratique (PDS, nouveau nom du SED, voir *Inprecor* n° 304 du 9 mars 1990) de simple prolongation du SED. On ne peut définir le PDS de "parti stalinien" qui se serait limité pragmatiquement à changer de nom et de profil à cause des nouvelles conditions de la RDA. En effet, beaucoup trop de choses ont changé ; il serait dogmatique d'en rester aux vieilles analyses sans tenir compte des changements profonds survenus dans ce pays.

Le SED avait 2,7 millions de membres. Le PDS actuel en compte à peu près 650 000. Le SED était un parti dictatorial qui détenait le pouvoir. Le PDS est aujourd'hui un parti d'opposition qui a ré-

colté 17 % des voix dans des élections parlementaires largement influencées par la bourgeoisie ouest-allemande (voir *Inprecor* n° 305 du 23 mars 1990). Si on ne peut fournir des chiffres exacts, il est pourtant clair que nombre de militants du PDS y sont entrés après l'élection de la nouvelle direction autour de Gregor Gysi. Celui-ci n'a jamais été lié à l'ancien régime et était connu en tant qu'avocat de nombreux opposants, Bärbel Bohley du Nouveau Forum par exemple. Il est

évident aussi que beaucoup de membres du SED, qui s'y trouvaient par intérêt personnel, ont quitté le parti ; ceux qui y sont restés par conviction socialiste ou progressiste sincère sont relativement plus nombreux qu'auparavant. Le PDS a aujourd'hui un nouveau programme ; les valeurs de solidarité, de démocratie socialiste, de justice sociale, d'anti-stalinisme, d'émancipation, comme la défense des intérêts sociaux des salariés et des plus faibles sont tout aussi présents que les di-

verses adaptations à l'idéologie bourgeoise triomphante (éloge du marché et proclamation de l'unité nationale allemande comme but positif en soi). Le PDS a aussi changé ses statuts dans le sens d'un renforcement sensible des droits démocratiques des membres et autorise le droit de tendance ; ceci est déjà mis en pratique par l'existence de plates-formes au sein du parti qui peuvent s'organiser et soumettre leurs propositions au vote.

Certains observateurs des milieux d'extrême gauche ont trop vite caractérisé le PDS de parti post-stalinien en voie de social-démocratisation rapide, dans la ligne de l'eurocommunisme du PC italien. S'il y a des éléments de vrai dans cette caractérisation (le PDS a demandé à adhérer à la IIe Internationale), il faut cependant rester prudent. Pour qu'un parti prenne un tournant social-démocrate, il lui faut une certaine base matérielle de liaison organique avec un Etat ayant un système parlementaire bourgeois. Mais, dans les conditions actuelles, en RDA et en RFA, une force pan-allemande semblable au PDS n'obtiendrait pas plus de 2 à 4 % des voix dans des élections. Dans un tel contexte, la social-démocratisation d'un parti reste très idéologique, et relativisée par la nécessité électorale évidente d'apparaître comme une force qui se situe à gauche du SPD et qui soit plus rouge que les Verts.

Vers un nouveau syndicalisme ?

Le congrès syndical extraordinaire de la Confédération allemande libre des syndicats (FDBG) a eu lieu les 31 janvier et 1er février 1990, à Berlin-Est, avec 2 600 délégués qui représentaient 8,5 millions de membres (voir *Inprecor* n° 300 du 12 janvier 1990).

Ce congrès a été préparé par un comité provisoire (Harry Tisch, président de la FGDB depuis 1975 avait démissionné avant d'être exclu ; il se trouve actuellement en prison accusé de détournement de fonds syndicaux et de corruption), qui a surtout essayé d'enrayer le discrédit du syndicalisme en RDA (démission de 10 % des ses adhérents ces derniers mois, refus de payer les cotisations et destitutions de nombreux responsables).

Après une ouverture agitée (les participants refusaient le droit de vote aux anciens permanents de la FGDB), le congrès s'est attaqué à une réforme organisationnelle profonde et à la discussion des fonctions syndicales nouvelles (négociations, grèves, etc). Pour survivre, la FGDB doit être capable d'assumer un rôle totalement différent, alors que des associations patronales se créent déjà en RDA avec le soutien du patronat ouest-allemand.

Le congrès de la FGDB a élaboré de nouveaux statuts. Elle devient ainsi une véritable confédération syndicale où les branches retrouvent leur place et jouissent d'une autonomie importante. Les syndicats se définissent comme pluralistes, et s'opposent « à la discrimination raciale, au nationalisme, au néo-fascisme et à toute forme de dictature ».

Les délégués ont adopté des orientations pour l'unité syndicale, la démocratie interne, la compétence des représentants syndicaux et le rôle du syndicat dans les entreprises. Un projet de loi sur les syndicats a été soumis au parlement est-allemand, qui réaffirmerait l'indépendance syndicale, leur droit à s'exprimer politiquement et y compris à faire des propositions législatives, ainsi qu'à négocier des conventions collectives en toute indépendance de l'Etat. Cette loi prévoit aussi la

mise en place du principe de la cogestion dans les entreprises (accès aux informations, nécessité pour les patrons de compter avec l'accord du syndicat pour les projets de restructuration, de licenciements, etc.), ainsi que les fonctions des délégués syndicaux (garde-fou légal contre le développement des conseils d'entreprise que la FGDB craint). Les délégués ont menacé de lancer une grève générale si cette loi n'était pas rapidement votée.

Le 6 mars dernier, le parlement votait ce texte, tout en limitant les droits des syndicats dans la cogestion et notamment leur droit de veto sur les questions concernant le personnel.

Enfin, le congrès a adopté un programme d'action en plusieurs points :

- mise en place de la cogestion dans toutes les entreprises (privées ou nationalisées) ;

- soutien à la réforme économique à condition qu'elle ne porte pas atteinte aux acquis sociaux des salariés et qu'elle s'accompagne de nouveaux droits (allocations chômage, aides à la reconversion, conditions de travail, intéressement des salariés suivant le "principe de l'efficacité", etc.) ;

- réforme de la politique salariale (pour sauvegarder le principe "à travail égal, salaire égal") ;

- défense des garanties sociales ;
- protection de l'environnement.

Enfin, le congrès de la FGDB s'est prononcé pour le désarmement et "l'instauration d'un système de sécurité européen".

Par ailleurs, les échanges avec la centrale syndicale ouest-allemande, la Confédération allemande des syndicats (DGB), ont déjà commencé ; ces deux confédérations créeront des commissions de travail pour échanger leurs expériences et leurs syndicats de branche auront des liens directs (des jumelages sont prévus et les deux fédérations de la métallurgie ont déjà signé un accord de coopération ; celle de l'Est compte 1,8 millions d'adhérents et celle de l'Ouest 2,6). ★

Garder un reste de fierté

Lors des élections du 18 mars en RDA, le PDS est apparu comme le parti qui défendait le plus la souveraineté de la population de RDA (et de façon plus efficace, vu sa taille, que la Gauche unie), et qui revendiquait les acquis et les valeurs de solidarité sociale face à l'offensive du capital ouest-allemand. C'est ce qui explique en grande partie qu'il ait obtenu 17 % des voix.

Bien que le gouvernement Modrow se soit incliné face à la perspective d'une unification capitaliste et d'un "marché social", l'électorat du PDS, qui jugeait cette position "réaliste" et "imposée, avait un but précis en lui apportant ses suffrages. Ce vote lui permettait de sauvegarder un minimum de fierté devant les humiliations colonisatrices de la politique d'*Anschluss* inconditionnel.

L'existence et le profil du PDS ont provoqué un débat au sein de la Gauche unie. Il est aujourd'hui probable que la Gauche unie se rapproche du PDS pour essayer d'établir une collaboration étroite et davantage d'échanges politiques avec ce parti.

En République fédérale d'Allemagne (RFA), il existe aussi une discussion dans

la gauche — parmi les rénovateurs qui ont quitté le PC (regroupés dans le Forum socialiste), à l'intérieur du PC, dans le courant Forum de gauche (réformiste) des Verts et dans l'extrême gauche — autour de l'évolution du PDS et pour savoir si des alliances, ou même la construction d'une force socialiste large et commune à l'avenir, sont possibles avec le PDS. Dans la classe ouvrière de RFA, il existe un certain nombre de travailleurs qui ne s'identifient à aucun des partis en présence, et pour qui les forces d'extrême gauche sont encore trop faibles pour être crédibles. Une force telle que celle que veut construire le PDS, liant démocratie et socialisme, représentant un courant de masse réformiste à gauche du SPD, ayant rompu avec le stalinisme et faisant partie du mouvement ouvrier (ce qui n'est pas le cas des Verts), pourrait les attirer. L'existence du PDS renoué influence donc des débats importants chez les socialistes révolutionnaires en RFA.

Défense critique

Le PDS semble traverser une phase transitoire qui devrait déboucher sur la constitution d'une force politique. Avant, il s'appuyait sur la défense des intérêts de la bureaucratie ; sa base sociale va changer, sans qu'il y ait pour autant une liaison organique immédiate avec l'Etat bourgeois. D'ailleurs, la bourgeoisie ouest-allemande mène une campagne de calomnies sur le PDS visant à l'isoler et à le tenir en laisse après la réunification capitaliste (elle veut aussi étouffer toute la gauche qui garde des références au marxisme). Il faut dénoncer cette campagne, sans pour autant taire les critiques vis-à-vis du PDS. Ces critiques se situent à trois niveaux : la politique opportuniste du PDS ; son programme réformiste ; l'absence de bilan sincère du passé stalinien. A ce sujet, le PDS se contente d'un bilan superficiel qui donne raison aux critiques libérales et à l'idéologie démocratique bourgeoise, et qui évite de tirer des conclusions allant dans le sens des marxistes révolutionnaires. ★

Avril 1990



Unité... pour couvrir la Stasi

Des dizaines de milliers de manifestants (50 000 à Berlin-Est) sont redescendus dans les rues des villes de la République démocratique allemande (RDA) à la fin du mois de mars pour exiger : « Pas de Stasi dans le parlement ! ». Werner Schulz (Nouveau Forum) appela à « achever ce que nous avons commencé en automne ». Wolfgang Temlin (Initiative pour la paix et les droits de l'homme) ajouta : « Ce conflit porte, à mon avis, sur une question : aurons-nous, oui ou non, la démocratie ? ».



TEL EST, en effet, l'enjeu et on ne frustrera pas sans réactions les citoyens de RDA de leurs aspirations démocratiques. Tous s'y sont pourtant essayés dès que le doute s'est levé sur la légitimité du nouveau parlement.

De toutes parts, les voix se sont élevées pour réclamer l'amnistie des anciens collaborateurs et membres de la Stasi. On pouvait s'y attendre de la part de l'ancien général de la Stasi Engelhardt. Il défend depuis le début de cette année l'idée d'une dissolution pure et simple de la Stasi, sans ouverture des dossiers.

Dès qu'il a été question de soumettre les 400 nouveaux élus du Parlement à la vérification de leurs dossiers, le vent de l'amnistie s'est aussitôt levé — et avec quelle force ! — à l'Ouest. Le président de l'Office fédéral de RFA pour la défense de la Constitution, Gerhard Boeden, le ministre de Bonn Wolfgang Schäuble et Kolh lui-même ont entonné le chant du pardon. Le premier s'est prononcé pour une « amnistie généreuse, sauf pour ceux qui ont réellement commis des injustices criantes » ; le dernier a justifié cette idée en disant : « Nous devons non seulement vivre avec cette réalité [les 100 000 collaborateurs de la Stasi - ndr] mais encore entamer le dialogue avec tous ces gens pour amorcer un processus de conversion de leurs esprits. »

La démocratie policée, et bien policée a vite fait l'unanimité des deux côtés de l'ancien mur de la honte ! D'autant plus que la RFA a quelque intérêt à « récupérer » certains services.

Selon Werner Fischer, l'un des trois commissaires nommés par le gouvernement Modrow pour la dissolution de la Stasi, 32 policiers du monde travaillent en RDA et « il faut dire qu'une part importante des données enregistrées ici sont de-

Michel THEVENAZ

puis longtemps en possession du KGB et, probablement, d'autres services secrets » (TAZ, 4 avril 1990). De Bonn à Berlin et plus loin encore, bien des gouvernements voient avec crainte l'ouverture des six millions de dossiers de l'ancienne police de Honecker — un dossier pour trois habitants !

Le pardon et l'amnistie

Au nouveau parlement de Berlin, chrétiens-démocrates et communistes, flanqués même d'anciens oppositionnels, ont donc commencé par s'opposer au contrôle des 400 parlementaires, ou tout au moins cherché à le limiter. Tout en refusant l'immixtion de Bonn, Modrow s'est prononcé comme Kolh pour que « le parlement trouve une solution qui ne prolonge pas les recherches à l'infini (...), les députés doivent comprendre que le pardon et l'amnistie peuvent être aussi nécessaires que la réhabilitation des victimes ». De son côté, Eberhard Engler, chef de la Union démocrate-chrétienne (CDU) de Berlin-Est, met en garde contre un contrôle qui ne se limiterait pas au parlement : « Bientôt, ce seront les 27 000 élus des communes et districts qu'il faudrait aussi contrôler ? Le peuple va en venir aux mains. »

Son de cloche analogue chez le pasteur Rainer Eppelmann, l'une des figures publiques des manifestations de l'automne dernier devenu chef de file de Rupture démocratique, petite formation (0,9 % des voix) alliée à la CDU qui vise à un poste gouvernemental. Eppelmann prédit une « atmosphère de lynchage » et de règlement de comptes. S'il ne s'oppose pas à contrôler les parlementaires, il souhaite que l'enquête s'arrête là et qu'on

trouve un compromis : « *Je n'en vois qu'un seul actuellement : ce nouveau parlement et ce nouveau gouvernement doivent être aussi propres que possible et ensuite, donnons le pardon général* » (*Der Spiegel*, 2 avril 1990).

Pourquoi cacher la vérité dans l'absolution générale ? Sebastian Pflugbeil, ministre sans portefeuille du gouvernement Modrow, membre du Nouveau Forum, exprime le sentiment de dizaines de milliers de citoyens en s'y opposant : « *Il n'est pas question de limiter l'enquête aux 400 parlementaires. Les élections communales vont avoir lieu et je ne voudrais pas d'un maire qui a travaillé pour la Stasi. Il en va de même pour les juges, les procureurs et les enseignants. Je ne voudrais pas que mes enfants soient formés par d'anciens membres de la Stasi. Nous avons à faire à un problème analogue à celui que nous avons connu en 1945 — et qui avait été résolu de manière insatisfaisante. J'estime que nous pouvons le résoudre aujourd'hui de manière plus intelligente. Cela demande un certain effort, mais ceci ne plaide pas contre le fait de l'entreprendre* » (*TAZ*, 28 mars 1990).

Reconversion

La crainte des "règlements de comptes" est en effet un argument bien facile pour camoufler ce qui est en train de se passer. Le danger n'est pas celui de lynchages en masse, mais bien plutôt d'une reconversion de la *Stasi* dans l'appareil d'Etat et l'industrie. Le 26 mars, sur enquête menée par les mouvements de citoyens de Rostock, appuyée par une manifestation de rue, le maire de cette ville, Henning Schleiff, et son adjoint aux questions scolaires, Gustav Bendlin, tous deux membres de l'ancien SED et de la *Stasi*, ont dû démissionner. Ils avaient commencé à recycler dans les écoles des anciens membres du Parti et de la *Stasi*. Suite à leur démission, la mairie a été reprise par les membres de la Table ronde locale et le nouveau maire est membre du Nouveau Forum.

Werner Fischer, de son côté, signale plusieurs faits. Auteur du Rapport du groupe de travail Sécurité de la Table ronde centrale de RDA, daté du 12 mars 1990, il indique qu'à cette date « *38 750 des 40 409 employés de la Stasi dans les districts et 28 815 des 33 121 de la centrale ont été licenciés* » et fixe ainsi des critères pour leur réembauche : « *Pas d'embauche de structures collectives ; engagement de spécialistes pour résoudre des tâches de ministères, mais jamais à*

des fonctions de direction ; contrôle par le syndicat des policiers, embauche provisoire d'un an et confirmation à ce délai de l'embauche définitive si le collectif de travail l'accepte » (Rapport, p.8).

Puis il ajoute : « *Le contrôle de la dissolution de l'ancien ministère de la Sécurité se heurte à des grands problèmes par la fondation d'entreprises à partir des anciens fonds de la Stasi, comme par exemple l'Entreprise d'ingénieurs pour la construction d'appareils scientifiques. Cette entreprise a été créée en toute précipitation le 13 janvier 1990 (deux jours avant la manifestation qui a occupé les locaux de la Stasi) par décision ministérielle en fusionnant, sans en informer suf-*



fisamment la population, plusieurs secteurs de l'ancienne Stasi et leurs filiales. Elle compte actuellement trois ateliers principaux à Berlin-Köpenick, Leipzig-Beucha et Berlin-Hohenschönhausen, dotés chacun d'une infrastructure technique extraordinaire et d'une multitude de petits ateliers de production et de dépôts. Il faut y ajouter au moins 16 centres de repos d'une capacité globale de 4 000 places, un jardin d'enfants de 544 places et une quantité inconnue de terrains immobiliers. C'est ainsi que le ministère pour les Sciences et Techniques a repris, en date du 13 janvier 1990, une "Entreprise d'ingénieurs pour la construction d'appareils scientifiques qui employait comme auparavant plus de 1 500 anciens membres du ministère de la Sécurité qui, surtout, continuent à travailler dans l'ancienne structure de leur entreprise" ! » (Rapport, p.11).

Les techniciens de la *Stasi* se préparent aussi à vendre leurs services sur le marché ! Interviewé le 4 mars par la *TAZ*, Werner Fischer indique : « *Je perçois le danger que d'anciens collaborateurs prennent pied dans l'économie grâce à leurs relations.* »

Alexandre Schalk-Goldokowski, colonel de la *Stasi* et son grand pourvoyeur de devises grâce au marché des armes (en Iran et en Irak notamment), en est un prototype. Il était suffisamment haut placé pour prendre la poudre d'escampette avant le désastre. Un mandat international le poursuit. Mais il s'est expliqué au journal de RFA *Die Welt* : ses affaires commerciales l'avaient mis en contact avec la meilleure société et il est « *fermement décidé à saisir les chances qui s'offrent aujourd'hui en masse* » !

Dans son entretien à la *TAZ*, Werner Fischer signale aussi les résistances rencontrées par les commissaires chargés de la dissolution de la *Stasi* auprès du Procureur général, qui s'est aussi opposé à l'enquête des parlementaires : « *Nous avons eu, dès le début, des relations difficiles avec le Ministère public. Nous avons dû faire l'expérience que les procureurs qui nous ont été désignés étaient tout sauf prêts à collaborer avec nous. Depuis, nous avons même le sentiment qu'ils nous ont carrément bloqués.* »

Projet totalitaire

Tandis que les enquêtes révèlent les massacres et les charniers de la fin de la guerre où la police politique stalinienne a liquidé des milliers d'anciens nazis et d'oppositionalistes de gauche, un autre scandale a éclaté à Erfurt — dans cette région où la CDU a fait un plein de voix.

Le Comité de citoyens de cette ville — qui regroupe tous les partis et contrôle les locaux de la *Stasi* depuis le 4 décembre, avec gardes quotidiennes — a fait connaître les plans de "camps d'internement" préparés par la *Stasi* dans les dernières années du régime. Préparé depuis 1980, ce projet devait réaliser 24 camps d'une capacité totale de 15 à 20 000 places où auraient été internés tous les oppositionalistes. Le plus grand camp aurait été situé près de Gotha. Chacun aurait été entouré de barbelés électriques et de tours de contrôle. On aurait réquisitionné à cet effet des camps de vacances pour jeunes, des locaux de la Société sport et technique, des villages de *bungalows*. Dans toutes les villes, des listes de noms étaient établies. Une telle liste de 122 noms a été révélée à Leipzig en date du 9 octobre dernier.

Mais c'est moins le macabre de ce projet — qui s'inscrit bien dans le style des régimes staliniens ou autoritaires bourgeois — que les suites de cette affaire qui fait scandale. Le 3 avril en effet, le Comité de citoyens a lancé une lettre

ouverte au Parlement national appuyée par une grève de la faim. Ceux qui avaient révélé le scandale ont dû employer les grands moyens pour se faire entendre ! Ils exigeaient, d'une part, que tous les parlementaires et les futurs élus communaux soient soumis à l'enquête sur leur éventuelle collaboration avec la Stasi et, d'autre part, que soit mis fin aux pressions et aux menaces qui entravent le travail de la Commission d'enquête à Erfurt. Pour éviter en outre que des dossiers disparaissent, ils ont commencé à murer au béton les accès des locaux de la Stasi.

Paralysie de la justice

Un porte-parole de la CDU de Thuringe, Wolfgang Hase, expliqua à cette occasion que son parti n'était pas du tout d'accord avec la direction berlinoise de la CDU sur le blocage des enquêtes sur les parlementaires. Et surtout, le Comité d'Erfurt protestait contre une circulaire de la Commission gouvernementale pour la dissolution de la Stasi qui enjoit les entreprises à libérer cinq personnes par district pour cinq jours par semaine. Comme la plupart des entreprises sont encore dirigées par des ex-membres de la Stasi qui ne voudront pas prendre en charge ces coûts, cette mesure revient à priver les commissions d'enquête des moyens d'agir.

Ces multiples blocages ne surprennent évidemment pas dans un régime où la police politique était dans tous les rouages décisifs de l'Etat et de l'économie. Prêcher l'abolition et le pardon équivaut au fond à récupérer l'ancienne bureaucratie corrompue pour la "blanchir" dans les nouvelles fonctions de l'économie de marché, de la démocratie parlementaire aux ordres et, demain, de l'Allemagne unifiée.

Kohl sait aussi bien que les hauts fonctionnaires ou directeurs de l'ancien SED que cette "osmose" est un garant d'une intégration dans l'ordre de la RDA et d'une vigilance limitée de la population sur les "grandes opérations" en cours.

Ils ont dû méditer avec aigreur l'expérience de Rostock. L'enquête sur le maire de cette ville a non seulement découvert le pot aux roses des anciens flics reconvertis en enseignants, mais encore quelques coquettes affaires avec la RFA : l'administration municipale avait déjà passé contrat avec une entreprise de Hambourg pour réinstaller les horloges publiques en lui accordant toutes les recettes des panneaux publicitaires qui les entouraient. D'autres contrats semblaient en cours pour installer des hôtels de luxe et des chaînes de grands magasins. Ces exemples ne sont évidemment que la toute petite pointe de

l'iceberg. Toutes les grandes compagnies de RFA font main basse sur l'économie, les services et les biens immobiliers de RDA !

La plus grande compagnie d'assurances ouest-allemande, Allianz, s'est déjà assuré (c'est le cas de le dire !) de la totalité des contrats de l'ancienne assurance d'Etat. VW sait déjà qu'il produira des Polo à Zwickau et Opel des Kadett à Eisenach. Krupp n'engage des réfugiés est-allemands qu'à la condition qu'ils retournent travailler dans leur ancienne patrie. La Dresdner Bank tient prêts 35 guichets préfabriqués pour s'installer en RDA et concurrencer la Deutsche Bank, dont l'entreprise-conseil Roland Berger supervise déjà les comptes des principales entreprises de RDA, et qui va reprendre la Kreditbank de Berlin-Est et ses 200 filiales.

Les trusts de l'énergie ont un programme tout prêt pour arrêter ou reconvertir les centrales de RDA et tirer des lignes à haute tension depuis la RFA. Combien d'anciens fonctionnaires ou directeurs, qui étaient tous de plus ou moins grands policiers de la Stasi, ont déjà trouvé place, agrément et coquet revenu dans cette gigantesque manœuvre de réconciliation ? Beaucoup, sans doute, et surtout les plus haut placés. Voilà ce que, de Berlin à Bonn, anciens et nouveaux gouvernants ne veulent pas qu'on mette en lumière !

Six millions de fiches !

A sa manière, Werner Fischer en témoigne. Dans son rapport du 12 mars déjà cité, il se montrait très prudent sur la publication des dossiers de la Stasi. Ces six millions de fiches, ces 50 000 mètres de dossiers lui semblaient si explosifs qu'il conseillait la prudence dans leur divulgation. « Il est clair que l'ouverture des dossiers permettrait d'éclairer bien des choses. Chacun saurait qui l'a espionné, qui a parlé de lui. Mais je pense que de telles révélations pourraient stimuler le climat de suspicion ou l'auto-justice. Personne ne doit surestimer ses capacités humaines » (Rapport, p.15). Il proposait en conclusion de placer les dossiers sous clé, que le nouveau gouvernement évalue quel usage en faire et accorde aux anciens collaborateurs de la Stasi la possibilité de faire amende honorable.

Trois semaines plus tard, Werner Fischer se montre beaucoup plus intransigeant. Les résistances ont été nombreuses et surtout, à Rostock et Erfurt par exemple, l'ouverture de certains dossiers par les commissions d'enquête a mis à jour les scandales sans pour autant conduire aux lynchages que feint de re-

douter tant Eppelmann. Fischer conclut : « Contrairement au sentiment que nous avons il y a deux semaines, où nous pensions contrôler d'une certaine manière le processus de dissolution, j'ai aujourd'hui l'impression que tout nous file entre les doigts. Cette impression va bien au-delà de la dissolution de la Stasi en tant que telle. Depuis que ce ministère a été presque dissout, un vide s'est établi. Le KGB travaille et d'autres, notamment le Bundes Nachrichten Dienst de RFA, comptent sauter dans la brèche (...) Il est important que la dissolution soit contrôlée et c'est aux comités de citoyens de le faire (...) Je voulais éviter d'attiser un climat de suspicion, une ambiance de pogrom. Depuis les élections et après la multiplication des indices que nous avons reçus, je pense qu'il en va autrement du moment que les gens ont, par ces élections, pris leurs responsabilités politiques. Je pense que la population a le droit de vérifier le passé des parlementaires. Sinon, nous nous exposons au reproche de vouloir étouffer les choses. Cette affaire a été pour moi un moment de rupture et je me suis engagé en faveur d'une publication des dossiers de tous les candidats. »

Nouvelles mobilisations ?

Des décennies durant, les citoyens de RDA ont été traités — et maltraités — comme des mineurs. L'Etat-Parti-Stasi leur dictait chaque pas, chaque idée, chaque comportement. Mais à peine ont-ils, dans la rue en automne, dans les urnes en mars, pris leurs responsabilités de citoyens actifs, les gouvernants d'Ouest et d'Est les jugent déjà incapables de connaître la vérité sur leur propre société. Non seulement celle d'hier, mais encore celle qui se fait maintenant (et dont on veut cacher les manœuvres). Tel est le sens du plaidoyer pour l'amnistie.

Ceux qui ont conquis une fois des libertés démocratiques, ne les lâchent pas de sitôt. Les manifestants de la fin du mois de mars, les actions des mouvements de citoyens comme à Rostock ou Erfurt ont déjà porté des fruits. Sous la pression de ces événements, les chefs des fractions du nouveau parlement ont donné leur accord à une enquête sur les parlementaires. Le Spiegel (2 avril 1990) commente : « Les parlementaires n'avaient pas le choix. Le conflit pour maîtriser le passé politique laissé par le SED et son armée d'espions menace de diviser la société est-allemande déjà très ébranlée. » La vérité a encore quelque avenir de l'autre côté de l'ancien rideau de fer. ★

La Brèche, 13 avril 1990

Unification et Acte unique

Deux événements sont venus confirmer en quelques jours les choix politiques et économiques que tente de mettre en œuvre la majorité des membres de la Communauté économique européenne (CEE) pour dépasser les contradictions et les difficultés de l'heure. Le 18 avril, la Commission de Bruxelles mettait au point un plan en plusieurs étapes pour favoriser l'intégration de la République démocratique allemande (RDA) dans la Communauté. Le 19 avril, François Mitterrand et Helmut Kohl proposaient à leur tour que l'on hâte les rythmes afin que « l'union économique et monétaire ainsi que l'union politique entrent en vigueur le 1er janvier 1993 ». Le sommet européen de Dublin des 28 et 29 avril 1990 est venu confirmer le processus en cours.

Claude GABRIEL



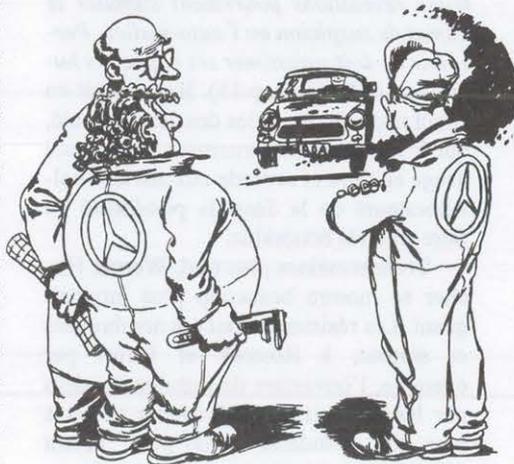
LES EVENEMENTS en Europe de l'Est, et surtout l'écroulement du régime stalinien en RDA, ont pu être interprétés comme des éléments fortement déstabilisateurs pour le projet d'unification européenne. En effet, loin de présenter une économie cohérente, hiérarchisée et centralisée, la CEE reste pour le moment, et malgré les restructurations, le champ d'une intense concurrence entre groupes industriels et entre sociétés financières, sous l'aile protectrice des Etats. Dans ce contexte, et compte tenu de la puissance économique de la République fédérale d'Allemagne (RFA), on pouvait penser à première vue que l'ouverture à l'Est pousserait le gouvernement de Bonn à jouer d'abord la carte de l'expansion impérialiste allemande avant d'avancer dans l'unification européenne. La priorité donnée à l'absorption de la RDA et la timidité passagère du chancelier ouest-allemand à soutenir le projet d'union économique et monétaire européenne pouvaient justifier cette analyse.

Pourtant, les nouvelles contradictions pour le projet communautaire engendrées par les bouleversements politiques, sociaux et économiques en Europe de l'Est n'impliquent pas forcément la remise en cause des tendances lourdes de l'intégration. C'est ce que viennent de confirmer les orientations de la Commission de

Bruxelles et les déclarations Kohl-Mitterrand.

Dans un premier temps, ce qui est en jeu en Europe de l'Est c'est l'expansion commerciale, la possibilité de délocaliser une partie de la production en utilisant une main-d'œuvre bon marché et un transfert maîtrisé de technologies sous la protection financière des Etats et des institutions financières internationales. Sur le long terme, ce qui est en jeu avec la CEE c'est la faculté d'accélérer la centralisation du capital ; de créer un vaste marché unifié basé sur la demande solvable d'une population de 323 millions d'habitants ; de disposer des aides institutionnelles et financières pour franchir les étapes de la modernisation de l'appareil productif et la mise en œuvre des nouvelles technologies, parfois face à la concurrence japonaise et américaine.

Il ne s'agit donc pas simplement d'une différence quantitative entre les po-



tentialités à l'Est et les perspectives à l'Ouest ; mais d'une différence qualitative. Ceci n'enlève rien aux difficultés propres de l'édification capitaliste européenne. Mais cela explique où se situe le centre de gravité des politiques réelles. Les dépenses en fusions et achats d'entreprises entre acteurs européens ont représenté 11,1 milliards de dollars en 1988. Par ailleurs, plus de la moitié des investissements extérieurs de la RFA se font au sein de la CEE. C'est sur ces bases que se dessinent les principaux besoins du capital. Cela ne change rien à la concurrence et au fait que, dans les processus d'expansion à l'Est, le capital ouest-allemand dispose d'ores et déjà d'avantages sur ses concurrents. Mais cela ne fait que confirmer qu'au sein même de l'ensemble communautaire l'économie de la RFA joue un rôle prépondérant.

Le plus significatif est donc que, pour surmonter les nouvelles difficultés et contradictions, Bruxelles, Paris et Bonn choisissent d'accélérer les rythmes de l'intégration économique et politique. Le plus intéressant, sans doute, est bien cette tentative de combiner au plus vite la mise en place de l'union économique et monétaire et celle de l'union politique. Dans leur communiqué commun du 19 avril, Mitterrand et Kohl proposent de : « Lancer les travaux préparatoires à une conférence inter-gouvernementale sur l'union politique. Il s'agira notamment de renforcer la légitimité démocratique de l'union, de rendre plus efficaces les institutions, d'assurer l'unité et la cohérence de l'action de l'union dans les domaines économique, monétaire et politique, de définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune. » Ils profitent par ailleurs du fait que Margaret Thatcher est au plus bas dans les sondages pour avancer ce projet qui fait tant horreur au gouvernement britannique.

Renforcement de la CEE

Evidemment il y a, et il y aura, un écart entre les souhaits et les réalisations... La mise en place d'un Etat européen n'est pas pour demain, même si l'on octroie quelques attributs exécutifs à la Commission de Bruxelles, quelques fonctions de décision au Parlement, et si l'on renforce le Conseil européen. Gouvernements et bourgeoisies ne sont pas au bout de leurs peines pour surmonter les contradictions entre l'internationalisation du capital et le maintien des Etats "nationaux". Mais là aussi, les besoins objectifs se font de plus en plus pressants.

Comment, par exemple, réaliser l'unification monétaire sans contrôle central des politiques budgétaires et fiscales pour

disposer de taux de change rigoureusement fixes entre les monnaies nationales ? Le *Financial Times* du 17 janvier 1990, dans un article hostile aux thèses "nationales" de Margaret Thatcher, expliquait : « *La libéralisation des flux de capitaux affaiblira grandement le bon fonctionnement du mécanisme de change. (...) Si l'on doit maintenir la stabilité des taux de change, la libéralisation des mouvements de capitaux doit aller de pair avec des efforts substantiels de la part des autorités monétaires sur deux fronts. En premier lieu, il faut une formulation cohérente des objectifs monétaires des différents pays, afin que les trajectoires d'évolution de la masse monétaire soient compatibles avec les taux de change fixes. En second lieu, il faut un soutien ferme et bien structuré des parités bilatérales afin de convaincre les marchés que la stabilité des taux de change est destinée à durer.* »

L'opération RDA

Ces processus impliquent donc un transfert grandissant d'autorité des gouvernements nationaux vers les institutions communautaires. Dans une situation de marché ouvert, pour que l'asymétrie entre le Deutsche mark et les autres monnaies, comme entre la puissance industrielle allemande et les autres économies, puisse être maîtrisée, il faut aller rapidement vers un contrôle strict des politiques monétaires "nationales". Il faut, par conséquent, accompagner l'union économique et monétaire d'un projet politique et institutionnel qui lui corresponde.

Il va sans dire que ce transfert de pouvoir posera d'importants problèmes de "légitimité". Il y a un gouffre entre la perception populaire des Etats actuels et celle d'une administration technocratique à Bruxelles. Voilà pourquoi Kohl et Mitterrand se préoccupent tant de la "légitimité démocratique" de l'union politique. Ils ont du pain sur la planche !

D'autres problèmes doivent être résolus simultanément. En premier lieu, la réorganisation de l'Alliance atlantique, la marche vers une défense européenne et, par conséquent, les progrès d'intégration d'une industrie européenne d'armement. Ensuite, la définition d'une politique cohérente et collective envers les pays de l'Est où le risque de crise politique et de décomposition sociale reste très fort.

C'est la raison pour laquelle la Commission de Bruxelles se préoccupe, elle aussi, de suivre les interventions économiques et financières à l'Est. Il y aura de plus en plus de liens entre les perspectives



L'exode continue

Flux migratoire

121 600 *Übersiedler* (réfugiés) est-allemands ont quitté la RDA entre le début de l'année 1990 et le début du mois de mars, soit environ 2 000 personnes par jour. Pour l'instant, les départs semblent encore augmenter à cause des incertitudes sur l'évolution économique de la RDA. Ce flux ininterrompu de citoyens est-allemands en RFA suscite des inquiétudes de plus en plus vives quant à son coût social. La RDA, elle, craint que son système productif soit gravement menacé. 500 000 citoyens de RDA pourraient, selon les prévisions, s'établir en RFA au cours de cette année.

Emploi

Dans les régions particulièrement concernées par l'afflux de réfugiés, les demandeurs d'emploi est-allemands entrent en concurrence avec les chômeurs locaux. Parmi les 344 000 arrivants de l'année 1989, 128 000 recherchent un emploi. Les experts prévoient pour 1990 une augmentation de la population active de l'ordre de 350 000 à 430 000 personnes ; l'arrivée des Allemands de l'Est risque de freiner le recul du chômage en 1990.

Logement

La concurrence est aussi de plus en plus forte sur le marché du logement déjà saturé de RFA. 1,2 millions de logements manqueront sans doute d'ici la fin 1990. La capacité d'accueil de certaines communes en logements provisoires est complètement épuisée.

économiques et industrielles de ces pays et leurs évolutions politiques. La maîtrise éventuelle de ce problème passera par une intervention centralisée des Etats de la Communauté et des institutions financières régionales.

En ce qui concerne l'unification avec la RDA, la Commission précise qu'il est nécessaire de « *passer de l'information à la consultation, ce qui requiert des procédures appropriées, assurant une transparence optimale du déroulement de la phase intérimaire d'adaptation* ». En d'autres termes, la Communauté a son mot à dire puisqu'elle interviendra y compris au niveau financier. L'opération RDA comporte d'importants risques pour l'ensemble de la CEE et pour l'équilibre du serpent monétaire européen. La pression inflationniste risque d'être très forte. Mais, en contrepartie, les gouvernements européens souhaitent que la réussite de

Protection sociale

Les nouveaux citoyens venus de l'Est bénéficient en RFA de réglementations adoptées durant la "guerre froide", telle la loi sur les retraites qui permet aux anciens ressortissants de RDA de toucher des pensions équivalentes à celles de leurs homologues ouest-allemands à qualification et à carrière professionnelle comparables.

Les caisses de chômage et d'assurance-santé sont également fortement mises à contribution.

Etudes

La RFA redoute également l'afflux d'étudiants est-allemands dans ses universités déjà surchargées. Une fois inscrits, ils bénéficieront des mêmes droits aux bourses d'études que les étudiants de RFA.

Portes closes ?

Quelques *länders* ont supprimé des allocations spécifiques comme l'aide au déménagement ou la prime d'intégration. En Rhénanie du Nord/Westphalie, plus de soixante communes ont été déclarées zones interdites aux réfugiés de RDA et des autres pays de l'Est.

Le Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) préconise la restriction de l'entrée en RFA par la suppression des avantages sociaux spécifiques et par la fermeture des camps d'accueil, mais le gouvernement de Bonn ne veut pas toucher au statut du réfugié et estime que l'accélération du processus d'unification suffira à réguler l'exode. ★

l'unification, en termes de croissance pour la RFA (évaluée à 1 % supplémentaire), permette à l'ensemble européen d'échapper aux retombées d'une éventuelle récession aux Etats-Unis, voire au Japon.

Il n'y a donc pas, à l'étape actuelle, de contradiction majeure entre le maintien du projet d'union économique et monétaire et les ouvertures politiques et économiques en Europe de l'Est (du moins pour engager les deux processus en même temps car, sur le long terme, se posera par contre le problème du coût global). Il en serait éventuellement autrement si l'ensemble des pays impérialistes était touché simultanément par une nouvelle récession généralisée. C'est, entre autres, pour échapper à cet éventuel scénario que Paris et Bonn ont décidé de mettre les bouchées doubles. ★

25 avril 1990

Le mauvais roman de Vargas Llosa

LA CAMPAGNE électorale de Vargas Llosa a commencé depuis deux ans ; l'écrivain jouissait de l'appui des meilleurs conseillers en communication des Etats-Unis et a dépensé des millions pour envahir les média. Tout cet effort s'est écroulé en quelques heures en faveur de Fujimori.

Pourtant, tout portait à croire que l'écrivain remporterait ce scrutin, avec l'appui de la coalition d'extrême-droite, le Front démocratique (Frente democrático — FREDEMO). Le FREDEMO était composé des deux vieux partis qui représentent les classes dominantes au Pérou (l'Action populaire de l'ancien président Belaunde Terry et le Parti populaire-chrétien) et du mouvement créé par Vargas Llosa, "Libertad". Né du refus de la grande bourgeoisie de la nationalisation de la banque proposée par le président sortant Alan Garcia en 1987, le FREDEMO s'est présenté comme l'alternative au gouvernement de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) (1).

En dénonçant la phraséologie populiste de l'APRA, Vargas Llosa a essayé de démontrer que Garcia enfouissait le Pérou dans la crise avec un programme "de gauche". Par son discours, il a tenté de faire porter la responsabilité de l'hyperinflation (3 000 % en 1989), du chômage et de la corruption qui sévit dans l'administration non seulement dans l'APRA, mais à la gauche toute entière.

Aucune force politique n'a été capable de s'opposer au rouleau compresseur du FREDEMO ; le peuple péruvien ne voulait plus voter pour l'APRA qui l'avait affamé. Il ne pouvait pas davantage porter ses voix sur la gauche. Celle-ci vit une période de luttes intestines et de divisions qui ont abouti à son éclatement. Elle s'est ainsi présentée en ordre dispersé aux élections : d'un côté, la Gauche unie et, de l'autre, son ancien leader, Barrantes qui a formé sa propre coalition, la Gauche socialiste (2). Les événements à l'Est et la défaite du Front sandiniste au Nicaragua ont sûrement pesé sur les électeurs. Enfin, les municipalités que la gauche gère n'ont apporté aucune amélioration substantielle à la population.

Le FREDEMO s'est appliqué à faire miroiter le "changement" ; l'électorat a vu en un premier temps la candidature de

Le romancier Mario Vargas Llosa, champion du libéralisme et de l'anti-communisme, vient de vivre un épisode romanesque. Crédité de plus de 50 % des voix dans les sondages, il dépasse à peine un obscur candidat, fils d'immigrés japonais, Alberto Fujimori, qui a obtenu 30 % des suffrages aux élections du 8 avril dernier au Pérou.

Hugo BLANCO *

Vargas Llosa avec sympathie car il était fatigué des "politiciens" et l'écrivain apparaissait comme "indépendant". Mais le renfort des partis classiques de droite et des grands capitalistes à "Libertad" a détérioré son image. Les Péruviens ont alors commencé à chercher le "véritable" candidat indépendant et ont trouvé le regroupement "Cambio 90" et son postulant, Fujimori. Celui-ci parlait de "technologie" et promettait des "capitales" pour secourir le Pérou, comme le FREDEMO, mais en se gardant bien d'annoncer des attaques contre l'emploi et les acquis sociaux.

La gauche sur le fil du rasoir

Vargas Llosa n'a pas pris de gants pour annoncer ses intentions : appliquer une politique économique de choc ; privatiser les entreprises nationales ; licencier un demi-million de travailleurs de ce secteur ; abolir la stabilité de l'emploi ; "réglementer" le droit de grève ; morceler les communautés paysannes ; abolir l'éducation gratuite à partir de la troisième année de secondaire, etc.

Le FREDEMO accuse Fujimori de ne pas avoir de programme, mais l'APRA n'en avait pas plus en accédant au gouvernement en 1986. Fujimori a déclaré qu'il ne veut pas privatiser le secteur nationalisé, et il parle des inégalités sociales qui profitent au Sentier lumineux (3) et qu'il faut combattre. Il promet que l'éducation continuera d'être gratuite, et la stabilité de l'emploi sera protégée et, surtout, qu'il n'appliquera pas un électrochoc à l'économie. Ce discours a rassuré les masses, mais aussi certains secteurs de la bourgeoisie et du commerce qui craignent les excès du libéralisme.

Vargas Llosa se sent en mauvaise posture pour le second tour et a failli renoncer à se présenter. Il sait que le 5 juin pro-

chain il aura du mal à dépasser ses 30 %, alors que Fujimori, lui, pourra compter sur le report de voix des électeurs de l'APRA (20 %) et de la gauche (11 %), quelle que soit la consigne de vote des directions.

Il sait aussi que pour appliquer sa politique économique et de pleins pouvoirs qu'il n'obtiendra pas.

La gauche sort encore plus affaiblie de ce scrutin. Elle a d'abord été sanctionnée par les électeurs (7 % à la Gauche unie et 4 % à la Gauche socialiste, alors qu'elle avait obtenu, unifiée, 30 % aux élections municipales de 1983 et 23 % en 1986). Aujourd'hui, elle se limite à demander à Fujimori de préciser son programme pour décider si elle appellera à voter pour lui au second tour.

La défaite de l'APRA et les résultats de cette élection dévoilent l'impasse dans laquelle se trouve le Pérou. S'il l'emporte, Fujimori ne saura pas se soustraire aux pressions de l'impérialisme et du grand capital péruvien. Mais la défaite de Vargas Llosa a montré la résistance populaire aux plans ultra-libéraux.

L'Etat péruvien s'affaiblit de jour en jour ; le Sentier lumineux contrôle certaines zones du pays, le mouvement populaire résiste dans des secteurs importants, l'armée dicte sa loi dans des régions entières (le nombre de morts de ces dernières années est de 18 000, et on ne compte plus les disparus). Si Fujimori l'emporte, cette désintégration risque de l'user très vite. ★

Lima, 16 avril 1990

* Hugo Blanco, militant trotskyste, est dirigeant du Parti d'unité mariatéguste (PUM). Il a aussi des responsabilités au sein de la Confédération paysanne du Pérou (CCP). Il a été député en 1973 et entre 1980 et 1985.

Il se présentait aux élections sénatoriales sur les listes de la Gauche unie (coalition regroupant le PUM, le Parti communiste du Pérou et l'Union nationale de la gauche révolutionnaire, formation d'origine maoïste) et n'a pas été élu.

1) Formation d'Alan Garcia, président du Pérou entre 1986 et 1990, membre de l'Internationale socialiste. Voir *Inprecor* n° 196 du 13 mai 1986.

2) La Gauche socialiste a été formée par Barrantes, ancien maire de Lima et par ses camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR). Voir *Inprecor* n° 292 du 4 septembre 1989.

3) Organisation de guérilla d'inspiration maoïste qui a recours à des méthodes terroristes, y compris contre les autres courants du mouvement ouvrier.

Naissance du WOSA



Dans la situation nouvelle qui se dessine rapidement en Afrique du Sud, tous les courants connaissent d'importants débats sur leurs orientations politiques et leur apparition publique. Dans ce cadre, un certain nombre de groupes de la gauche socialiste, dont la Cape Action League et Action Youth, viennent de décider de se regrouper pour former une organisation nationale, l'Organisation des travailleurs pour l'action socialiste (WOSA). Leur résolution de fondation affirme, entre autres :

« La réapparition des luttes de masse, la participation et la radicalisation croissantes des masses tant urbaines que rurales, et l'ère des réformes et des négociations, tout cela crée des opportunités et des risques. Ceci confère une importance énorme à la formation et à la construction d'une organisation socialiste. (...)

« L'organisation appuyera les organisations nationales de libération dans la mesure où elles favorisent la lutte contre l'oppression et l'exploitation, mais elle combattra toujours pour que, dans la lutte, on donne la priorité aux intérêts de la classe ouvrière. Nous nous réclamons d'une tactique de front uni de manière à placer les intérêts de la classe ouvrière au premier rang de nos préoccupations. (...)

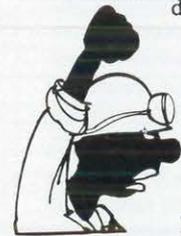
« L'Organisation des travailleurs pour l'action socialiste (WOSA) est une organisation unitaire qui a été formée au Cap, les 14 et 15 avril 1990. Elle est constituée par des regroupements politiques indépendants, dont certains sont en cours de dissolution, et également par des individus de diverses régions du pays. (...)

« Nos principes de base sont les suivants : leadership de la classe ouvrière noire [ici, noir est entendu au sens large, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas blancs, ndlr], anti-impérialisme, anti-capitalisme, anti-racisme, anti-sexisme, une personne une voix dans un pays sans divisions de race. Nous croyons à la direction collective, au contrôle des directions et à la démocratie. (...)

« Les points centraux de notre programme d'action concernent la classe ouvrière noire en particulier et

toutes les personnes exploités et opprimés en général : le logement, la terre, l'éducation, la santé, les salaires et les questions spécifiques des femmes.

« L'organisation est partisane d'un front uni des organisations de libération qui développent les intérêts de la classe ouvrière et ne les compromettent pas. » ★



URSS

Révélation sur le testament de Lénine



Les *Nouvelles de Moscou* du 22 avril dernier ont publié des révélations importantes sur les conditions dans lesquelles le testament de Lénine n'a pas été communiqué aux délégués du XIIe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), auxquels il était pourtant destiné. Il s'agit d'extraits du procès-verbal de la réunion décisive du Bureau politique du PCUS à ce propos. D'après ces documents, tous les membres du BP, y compris Boukharine, Kamenev et Zinoviev, votèrent en faveur de cette dissimulation, à l'exception de Trotsky, qui se prononça explicitement en faveur de la communication du testament au Congrès. Ainsi, la légende concernant la complicité de Trotsky dans la suppression de ce testament, largement répandue en Occident et aussi en URSS depuis peu, perd tout fondement. ★



Souscription pour l'Est

A l'heure du grand chambardement en Union soviétique et en Europe de l'Est, au moment où le monde change si vite, ce sont les poids lourds de l'information, les idéologues occidentaux du marché et du capitalisme qui s'engouffrent dans la brèche pour substituer une nouvelle mystification à l'ancienne intoxication stalinienne. Leurs moyens sont précisément le reflet du "capitalisme réel" : puissance des multinationales de l'information, chantage des Etats, pouvoir de l'argent... La social-démocratie n'est pas en reste pour offrir ses services à cette nouvelle croisade.

Nos ambitions sont autres. Aujourd'hui comme hier, nous restons fidèles au combat contre toutes les oppressions et exploitations, révolutionnaires contre le stalinisme, révolutionnaires contre le capitalisme ! Ceux qui voudraient faire passer la caricature stalinienne pour ce qu'elle n'était pas, ne sont pas au bout de leurs peines, malgré la superbe qu'ils affichent aujourd'hui : le socialisme démocratique restera un idéal de l'humanité opprimée. L'écroulement du stalinisme à l'Est est donc pour les socialistes révolutionnaires une porte qui s'ouvre et un nouvel espoir. Il faut participer aux grands débats qui se dérouleront dans ces pays. Il faut donc y assurer une présence militante et ne pas laisser aux avocats de l'économie de marché le monopole de la presse.

Pour cela le Secrétariat unifié de la IVe Internationale lance une campagne financière internationale pour avoir le moyen de répondre aux nouveaux enjeux, pour faire connaître ses opinions et ses analyses, et pour organiser ses partisans.

Les dons doivent être adressés à :

Eastern European Solidarity
AMRO Bank
Compte n° 444 531 092
Amsterdam (agence centrale AMRO,
Rembrandt Plein 1) ★



URSS

Menaces de grèves



Le 10 mars 1990, la *Tjumenskaya Pravda*, le quotidien du Parti communiste de la région de Tjumen (qui produit 60 % du gaz et du pétrole d'URSS et assure une bonne partie de ses exportations), a publié une lettre ouverte à Ryjkov, président du Conseil de l'URSS et à Chalaïev, président du Conseil central des syndicats soviétiques, dans laquelle le président du comité régional des syndicats menaçait de déclencher une grève des 700 000 travailleurs du gaz et du pétrole si leurs revendications n'étaient pas immédiatement satisfaites.

Les demandes des travailleurs portaient essentiellement sur les retards graves dans la construction de logements, sur le gel des prix des biens de consommation à leur niveau de 1986 et sur l'augmentation des salaires.

Les travailleurs ajoutaient (la formule est significative) : « Si le gouvernement n'est pas en mesure de satisfaire complètement ces revendications, il doit laisser à la disposition des entreprises d'extraction 10 à 15 % du gaz et du pétrole extraits, en vue de leur vente à l'intérieur du pays ou à l'étranger, à des prix contractuels, sans prélèvements pour le budget de l'Etat, afin que la région puisse faire face aux problèmes urgents par ses propres moyens. »

L'indignation des ouvriers s'explique quand on sait que 200 000 d'entre eux n'ont pas de logement décent, qu'une personne sur cinq ne reçoit pas d'assistance médicale normale, qu'il y a des écoles où, à cause du manque de locaux, les enfants doivent se relayer en trois équipes par jour. ★

En finir avec l'Etat-fouineur

LE 6 MARS dernier, 60 conseillers nationaux suisses contre 123 ont voté une motion en faveur de l'abolition de la police politique. Quatre mois après l'initiative "Pour une Suisse sans armée" (qui a obtenu 35 % des voix au référendum), alors que le jugement rendu dans l'affaire Kopp a provoqué des remous (voir *InpreCOR* n° 297 du 13 novembre 1989), la Confédération helvétique connaît un nouveau tremblement de terre, suite à la présentation du rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) concernant le département fédéral de Justice et Police (DFJP).

Après la manifestation de plus de 35 000 personnes du 3 mars dernier à Berne, et les 120 000 demandes de citoyens qui veulent prendre connaissance de leur fiche, l'initiative, lancée par le Comité "En finir avec l'Etat-fouineur" devrait rencontrer un large écho populaire. Si les conclusions de la Commission d'enquête parlementaire ont ouvert les portes de la BUPO (Police politique fédérale, *Bundespolizei*), seule la mobilisation peut empêcher qu'elles ne se referment. Car il faut faire la lumière sur tous ces mystères et tous les responsables, de ce qui apparaît aujourd'hui comme une bombe à retardement, doivent être connus.

En effet, les conclusions de la Commission ont révélé que plus de 500 000 citoyens suisses et immigrés ont été enregistrés sur des fiches (pour une population de 6,5 millions). En 1988, l'Etat-fouineur marchait à plein régime : 210 fiches nouvelles étaient créées par jour, et plus de 60 000 par an. La révélation de ces chiffres a été une véritable (et désagréable) surprise pour les citoyens.

Qui ? Sur quoi ? Comment ? Par qui ? Pourquoi de telles enquêtes ? Pourquoi la Commission d'enquête parlementaire affirme-t-elle : « *Aucun des chefs de la police interrogés — ni le Procureur de la Confédération, ni le chef de la Police fédérale, ni le chef du Service juridique du ministère Public fédéral, ni le chef du Service intérieur — ainsi qu'aucun des chefs des services cantonaux de renseigne-*

Alors que le 1er mai 1990, la police politique fêtera son centième anniversaire, l'initiative populaire "SOS-Pour une Suisse sans police-fouineuse" sera lancée (1). La fête nationale du 1er août 1990 marquera la fin de cette campagne : 100 000 signatures devront être rassemblées par la large alliance sociale et politique qui s'est créée pour en finir avec l'Etat-fouineur.

Sophie MASSOURI

ments, n'a pu ou voulu assumer la responsabilité du contenu des informations recueillies. »

A qui voudrait-on faire croire que la police politique aurait fonctionné et travaillé, pendant plus de 40 ans, de façon totalement autonome, et sans aucun contrôle des autorités supérieures de l'Etat ? L'absurdité atteint son comble lorsque le président de la Confédération et chef du DFJP affirme n'avoir jamais eu connaissance de l'ordonnance secrète du 12 janvier 1951 qui réglementait toutes les activités de l'Etat-fouineur jusqu'au 21 février 1990. Selon l'article 12 de cette dorénavant célèbre ordonnance : « *Celui qui est soupçonné d'avoir violé un des devoirs qui lui incombent pour la protection de la sécurité du pays, ou qui a suscité par son comportement le soupçon qu'il voudrait violer un tel devoir, peut être soumis à l'obligation de s'annoncer à la police ou d'être mis sous surveillance policière ou mis aux arrêts.*

« En particulier la surveillance de son courrier et de son trafic téléphonique ou télégraphique peut être ordonnée. » (...)

En fait, le refus des chefs de la BUPO d'endosser une quelconque responsabilité quant au contenu des fiches est l'aveu de leur culpabilité. Cela montre combien l'existence même de ces "fonctionnaires" bafouent les principes d'un Etat qui se veut démocratique.

L'attitude de la classe dirigeante et des autorités supérieures de l'Etat ressemble à celle des gouvernants de la République démocratique allemande (RDA), face au problème de l'ouverture des dossiers de la *Stasi* (police politique). Et on sait qu'après l'aveu public, vient l'argument de la "responsabilité (ou l'irresponsabilité) collective" et la recherche d'un compromis judiciaire pour ne pas être éclaboussé (voir l'article p. 21). La

réaction des gouvernements de l'Ouest qui, de concert avec la classe dirigeante est-allemande, ont plaidé en faveur d'une "amnistie généreuse" pour les anciens collaborateurs de la *Stasi* n'a rien à voir avec un geste désintéressé. Les citoyens de RDA réclament que tous les dossiers soient ouverts, et que les responsables soient connus et jugés. Accepter la revendication populaire en RDA sur cette question, mettrait les gouvernements occidentaux dans la même situation de danger chez eux.

En d'autres termes, il faudrait que les gouvernements à l'Ouest acceptent de balayer devant leur porte ou, comme en Suisse aujourd'hui, reconnaissent qu'au cœur de nos démocraties avancées, la liberté des citoyens est, elle aussi, sous haute surveillance. C'est qu'en définitive, aussi bien le *Bundes Nachrichten Dienst* de République fédérale allemande, que la BUPO suisse, que les fichiers du Département de sécurité du territoire (DST) ou de la Direction générale de la sécurité de l'Etat (DGSE) en France n'ont rien à envier ni aux méthodes, ni au contrôle des citoyens sous les régimes stalinien.

En France, l'annulation, face aux protestations générales, d'un décret autorisant les Renseignements généraux à constituer un fichier informatique concernant les citoyens "suspects", a fait oublier qu'une loi du même type (restée secrète), datant de 1986, autorise la DGSE et la DST à en faire autant, et cela sans aucun contrôle. Quelle est la "situation d'urgence" concernant la sécurité de l'Etat, qui permet le fichage en France de 400 000 personnes (chiffres officiels), dont 100 000 pour terrorisme ?

Helmut Hubacher, président du Parti socialiste suisse, affirmait lors de la manifestation du 3 mars « *l'atlas illustré de la Suisse publié par l'Office national du tourisme, ne reflète pas l'image de la Suisse réellement existante* ». Il semble que ce soit l'atlas complet des démocraties avancées publié par la grande presse bourgeoise, qui ne reflète pas l'image de la démocratie réellement existante. ★

26 avril 1990

1) En Suisse, tout groupe ou citoyen peut lancer une initiative populaire afin de modifier la Constitution helvétique. Il lui suffit de déposer un projet rédigé des articles à modifier, accompagné de la signature de 100 000 personnes soutenant une telle initiative. Après une vérification de conformité par le Conseil fédéral, la Confédération est alors appelée à se prononcer pour ou contre la proposition.